COLLECTION U / SÉRIE « IDÉES POLITIQUES »

La série « Idées Politiques » *met à la disposition des lecteurs des textes qui, par leur intérêt propre ou par l'ampleur de leur diffusion, ont exercé une influence importante dans l'histoire de la pensée politique.*
La série « Idées Politiques » s'intéresse non seulement aux doctrines politiques, mais aux idéologies telles qu'elles sont diffusées dans une société. Tout en réservant la place qui leur revient aux maîtres de la théorie politique (Platon, Aristote, Montesquieu, etc.), elle s'attache à dégager les composantes de phénomènes complexes et divers comme le nationalisme, le libéralisme catholique, le communisme, le romantisme politique, etc. Elle ne néglige pas les auteurs qui, sans avoir fait œuvre de théoricien à proprement parler, peuvent apparaître — tels Voltaire ou Thiers — comme représentatifs d'une époque et d'un milieu social.
Le mot « Idées politiques » est pris ici dans un sens large : il s'agit d'étudier non seulement les idées sur l'organisation des pouvoirs, mais celles qui concernent l'évolution des sociétés et des nations, les relations entre peuples, l'influence des facteurs religieux et des préoccupations morales, les rapports entre économie et politique... Les grands auteurs des siècles passés figureront dans la collection, mais l'accent sera mis sur les textes qui concernent l'époque contemporaine.
La formule est celle des textes choisis. L'introduction générale dégage les principaux thèmes et replace les œuvres étudiées dans une perspective d'ensemble. Les textes sont répartis en plusieurs chapitres, chaque chapitre étant consacré à un thème ou à un aspect particulier. Chaque texte est accompagné d'éclaircissements destinés à en faciliter la lecture.

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Textes choisis et présentés par

HENRI DUBIEF

Professeur de Première Supérieure
au Lycée Henri IV

ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel — Paris, V^e^

INTRODUCTION

Il est assez paradoxal de prétendre exposer les idées du syndicalisme révolutionnaire[1]. Sous ce double vocable, n'entend-on pas des pratiques autant que des idéologies commodément confondues ? Il en est effectivement ainsi et il faut d'abord reconnaître que la théorie ne fut que l'accessoire pour des militants parfois en quête de justifications et qui d'ailleurs n'en ressentaient même pas toujours le besoin ; mais alors dans ce cas ce sont d'autres, les hommes de réflexion peu engagés dans l'action, qui les recherchaient pour eux. Quoi qu'il en soit, le syndicalisme révolutionnaire est un ensemble de méthodes, de manières d'être et d'agir qui caractérisent le mouvement ouvrier français dans la période 1895-1914. Et dans la mesure où il existe une doctrine à laquelle on donne ce nom, elle apparaît *a posteriori* et comme plaquée sur l'action. Ce qui n'implique pas que, subordonnée, elle n'ait qu'un intérêt secondaire ; elle est en effet l'effort de généralisation sans lequel la pratique ouvrière ne paraîtrait que violence et brutalité, aveugle et destructrice ; mais il est honnête de reconnaître que si, dans les écoles socialistes, la doctrine précède ou prétend précéder la pratique, c'est le contraire qui s'est produit dans le syndicalisme.

---

1. La première idée de cet ouvrage revient à notre ami Henri Arvon, professeur à la Faculté des Lettres de Clermont, qui nous avait fait l'honneur de nous associer à son entreprise, dont il s'est par la suite, à notre grand regret, retiré.

Une autre remarque préliminaire est qu'on appelle parfois anarcho-syndicalisme le syndicalisme révolutionnaire, s'agissant d'ailleurs davantage, dans ce sens, d'idéologie que d'action. L'expression est équivoque et fâcheuse. Elle provient de ce que les militants syndicaux anarchistes, ou anarchistes d'origine, étaient très nombreux ; mais comme ce n'était pas le cas de tous, l'anarcho-syndicalisme aurait une acception plus étroite que le syndicalisme révolutionnaire et pourrait masquer son extrême diversité. De plus, le terme anarcho-syndicalisme est le plus souvent employé d'une façon polémique et subjective. Par les syndicalistes anarchistes d'abord : ils veulent contester ainsi aux anarchistes individualistes le monopole de l'héritage et du passé libertaire. Disons donc syndicalistes anarchistes, sinon pourquoi ne pas parler d'allemano-syndicalisme, guesdo-syndicalisme... L'expression est également polémique de la part des socialistes, des réformistes et, postérieurement, des communistes, qui veulent ainsi excommunier leurs adversaires syndicalistes et les exclure de la *grande famille* socialiste. Elle l'est, enfin, de la part des gouvernants et des agents de la répression, parce que l'anarchie est chargée de plus de symboles terrifiants pour l'opinion commune que le syndicalisme, ou même la révolution.

Ces remarques faites, la question posée par l'histoire syndicale française est celle de son originalité. Pour quelles raisons une poignée d'anarchistes s'est-elle (au moins en apparence) emparée de la direction du mouvement ouvrier, alors qu'en Allemagne et dans les pays anglo-saxons la masse syndicale fut le plus souvent docile à la direction des partis socialistes, lesquels étaient réformistes dans leurs pratiques, même lorsque leur idéologie se prétendait révolutionnaire ? Et dans ces pays, lorsqu'il y eut des tensions entre la branche politique et la branche économique du mouvement ouvrier, ce fut rarement au niveau des principes. Les réponses à faire ne sont pas simples et tiennent à l'histoire de la France et pas seulement à celle du mouvement ouvrier français.

1. Les facteurs historiques du syndicalisme révolutionnaire

1. L'économie

Le premier de ces facteurs historiques est le retard et la lenteur de la révolution industrielle dans notre pays. Ce retard est initial par rapport à la Grande-Bretagne et à la Belgique. Quant à l'Allemagne et aux États-Unis, ils ont dépassé la France en peu d'années, de telle sorte qu'elle ferme la marche des pays industrialisés. Les causes n'en sont pas à exposer ici ; mais les conséquences du retard de la révolution industrielle font la force de la petite entreprise et la faiblesse numérique du prolétariat de la grande industrie. En 1900, il y a en moyenne quatre salariés pour un patron et neuf entreprises sur dix ont moins de dix ouvriers. A la même époque les grandes industries modernes que sont les charbonnages et les constructions mécaniques ont chacune moins de deux cent mille salariés, mais les métiers de la couture et du vêtement en emploient près d'un million, et le bâtiment presque autant. Les ouvriers de la chaussure sont plus nombreux que les mineurs, et il serait aisé de multiplier des exemples aussi frappants. Avant 1914, les industries des produits de consommation prédominent donc de beaucoup sur les industries de base, qui donnent les entreprises concentrées, principales créatrices des gros effectifs prolétariens. Alors que la géographie industrielle de la France était déjà fixée, mises à part quelques oasis charbonnières et urbaines, dans le triangle Paris-Nord - Nord-Est, il est frappant de constater que Paris avec ses petites entreprises dispersées, dont le type est l'ébénisterie du faubourg Saint-Antoine, avec une production émiettée, mais qui ignore *le travail en miettes*, emploie un million d'ouvriers, tandis que le Nord qui possède la véritable grande industrie

concentrée n'en a au plus que la moitié. Or, lorsque nous pensons au Nord, nous évoquons Jules Guesde, le marxisme, l'absence presque complète des syndicalistes révolutionnaires dans les gros syndicats ; lorsque au contraire c'est Paris qui nous arrête, alors nous viennent à l'esprit la Commune, les allemanistes et les « anars », le syndicalisme révolutionnaire tout-puissant et le néant du guesdisme. Naturellement de tels stéréotypes doivent être largement retouchés. Le syndicalisme révolutionnaire ne régnait pas à Paris sans partage, et le réformisme des indépendants et des broussistes y était aussi puissant. De même, dans le Nord les gros bataillons guesdistes se recrutaient presque uniquement dans le textile. Et les mineurs, quoique étant le prolétariat concentré par excellence, s'y montraient tout à fait réfractaires, partagés qu'ils étaient entre une majorité réformiste et une minorité anarchiste. Cependant les faits restent vrais en gros si on systématise. Le résultat de cette évolution industrielle très lente est qu'elle ne rendait nécessaire aucune rupture brutale avec la tradition ouvrière, notamment à Paris, où le passé révolutionnaire, devenu mythologie, n'était pas mis en cause.

2. L'histoire

La tradition historique est donc un autre facteur du syndicalisme révolutionnaire. L'histoire politique du peuple urbain est celle d'une violence révolutionnaire dont les accès ont toujours été sauvagement réprimés. C'est l'histoire de la sans-culotterie, relayée par « les trois défaites du prolétariat français »[1] qui sont : à Lyon 1831-1834, juin 1848 à Paris et la Commune de 1871.

1. *La Troisième défaite du prolétariat français* est le titre d'un ouvrage de Benoît Malon, membre de la Commune de Paris, l'un des pères du socialisme français, qui préfigure Jaurès par son effort de synthèse doctrinale. Cependant les théoriciens du syndicalisme, comme Sorel, le méprisaient pour sa cuistrerie d'autodidacte et la médiocrité de sa culture.

La spontanéité révolutionnaire des classes populaires urbaines, surtout à Paris et à Lyon, les rendait rebelles aux idéologies élaborées dont les prétentions scientifiques sont fondées sur l'économie, et les portait vers les simplifications égalitaires : tantôt la petite propriété pour tout le monde, tantôt un communisme de *prise au tas*. Les ouvriers parisiens maintenaient donc, depuis l'an II, leur tradition économique retardataire et leur résistance au progrès technique créateur de chômage ; ils défendaient contre la concentration industrielle le maintien des conditions de travail et d'emploi. Cet idéal économique du petit atelier est sans doute celui des anarchistes, comme celui de Proudhon et avant lui des sans-culottes. Lui seul permet la mobilité sociale, l'ascension qui permet parfois au militant anarchiste de devenir petit patron, pour retomber rapidement dans la classe salariée, si, conservant ses principes, il les applique à sa gestion. De ce que leur idéal est à contre-courant et objectivement réactionnaire, les ouvriers ne peuvent pas prendre conscience parce que ce qui domine leur vie et leur pensée c'est le seul aspect politique et social de leur violence qui les classe dans le bon camp : la révolution. On pourrait donc formuler une sorte de déterminisme socio-professionnel où l'ouvrier qualifié des entreprises modestes, celui du prolétariat de tradition urbaine, est anarchisant s'il n'est pas réformiste, tandis que l'ouvrier spécialisé des grandes entreprises, nouveau prolétaire déraciné de la vie rurale, s'il n'est pas lui aussi réformiste, est socialiste ou socialisant. Ce cadre ne doit cependant pas être considéré comme ayant une valeur absolue ; il faudrait aussi tenir compte de l'extrême mobilité professionnelle des ouvriers. Si leur idéal est de devenir petit patron, cela n'est pas du domaine de l'idéologie. Le fait que l'usine, la « grosse boîte », soit plus insupportable comme cadre de vie professionnelle que le petit atelier, n'en dépend pas non plus. Il s'ensuit que celui qui le peut, et c'est en général le plus qualifié, « le compagnon », s'efforce de quitter l'usine pour rejoindre l'atelier. Or, les militants révolutionnaires sont plus souvent aussi dans les

petits ateliers, parce que, soit du fait de la répression, soit à cause de leur humeur, ils sont les plus « mobiles », et aussi parce que par leur valeur professionnelle, toujours très grande, ils sont les plus appréciés du petit patronat.

Nous avons donc à considérer un prolétariat de tradition depuis longtemps formé à la lutte et qui connaît ses moyens. Les plus anciens, les plus prestigieux aussi, avaient été les compagnonnages[1], mais à la fin du XIXe siècle, ils avaient perdu toute violence et par suite toute influence, étant tombés dans les mains des « anciens », c'est-à-dire des patrons. Le syndicalisme prit la peine de combattre vigoureusement les compagnonnages autour de 1910. On peut penser qu'il s'agissait davantage d'une mise à mort que de la crainte d'une concurrence renaissante. Cependant, le bureau de placement, la grève, le boycottage et le *viaticum,* pratiques compagnonnales dont les syndicats ont hérité, sont les principaux moyens de *l'action directe*[2].

Dès la monarchie de Juillet, les « résistances », issues des sociétés de secours mutuels, furent les organes des luttes ouvrières autant et plus que les compagnonnages (à l'exception des grandes grèves de charpentiers). A partir de 1867, elles laissèrent la place aux chambres syndicales qui sont à l'origine directe du syndicalisme français. Les unes furent créées avec l'autorisation et l'appui de l'État. Elles étaient, avec la coopération, l'expression concrète du mutuellisme proudhonien. Tout à fait réformistes, elles s'inscrivent dans une tradition qui, avec le groupe du Palais-Royal autour du prince Napoléon, remonte à 1860 et qui fut toujours minoritaire, mais parfois efficace : celle de l'entente du mouvement ouvrier avec les gouvernements

1. Émile COORNAERT, *Les Compagnonnages en France du Moyen Age à nos jours,* Paris, Les Éditions ouvrières, 1967, in-8°, 436 p.

2. La grève était dite *Tric* sous l'Ancien Régime. Le *viaticum* est une protection contre les lois réprimant le vagabondage, il tomba en désuétude avec ces lois. Le vocabulaire emprunte aussi au compagnonnage : le *renard,* avant le *jaune,* est l'allié du patron et travaille malgré la grève ; le *sarrazin* (verbe sarraziner) accepte un salaire inférieur à celui fixé par la loi ou par les conventions.

paternalistes bien disposés à l'égard des travailleurs, celui de Napoléon III, celui de Waldeck-Rousseau ; mais cette entente et cette docilité apparaissent comme une trahison à l'égard de la classe ouvrière lorsque le pouvoir, celui de Thiers ou de Clemenceau, est forcément et aveuglément répressif. Le souvenir des massacres entrave et discrédite les courants pacifistes dans la lutte des classes. D'autres chambres syndicales furent à la même époque créées par Varlin. Elles étaient donc sous la direction de la Section française de la Première Internationale. Elles manifestaient un socialisme révolutionnaire qu'on appelle commodément proudhonisme de gauche, mais c'est un proudhonisme posthume et illégitime en ce que Proudhon ne fut jamais révolutionnaire. Après 1872, ce proudhonisme de gauche s'est fondu avec le bakouninisme et l'anarchisme.

Le fait important en ce qui concerne notre sujet est que les chambres syndicales et pas seulement les réformistes ont en partie survécu à l'écrasement de la Commune et à l'effondrement de l'Association internationale des Travailleurs. Ce sont elles qui ont relancé le mouvement ouvrier entre 1872 et 1880. Elles ont soutenu quelques rares grèves. Elles eurent parfois des liens avec la Fédération jurassienne, débris anarchiste subsistant de l'A. I. T.[1] D'autres fractions ou individus ont aussi préparé, pendant cette noire période, les regroupements postérieurs, notamment les positivistes[2]. Cependant, les massacres de Paris commis par les troupes versaillaises ont bien mis fin à une longue histoire, et ce sont des conditions nouvelles que le prolétariat dut envisager à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, pendant « la belle époque ».

---

1. Anarchiste est couramment admis, mais vite dit. En fait, la Fédération jurassienne était bakouniniste et c'est d'elle que découle le mouvement anarchiste français, mais entre la Commune et l'amnistie les positions n'étaient pas nettement prises. Il suffit de penser à l'évolution ultérieure de certains membres : Benoît Malon, Jules Guesde, Paul Brousse...

2. Peut-être aussi les compagnonnages ; leurs congrès de Lyon en 1874 et 1879 encadrent en effet, dans cette ville, le second *Congrès ouvrier* (1878).

3. La conjoncture

A ce tournant de l'histoire politique, vient s'ajouter la transformation de l'économie. Conformément à la règle, la « grande dépression » qui marque les années 1880 conduit à la concentration industrielle par un processus d'absorption des entreprises marginales par les grandes entreprises. De plus, bien que le protectionnisme de Méline et de ses épigones entretienne une relative stagnation technique, le début du XX^{e} siècle voit, en France comme ailleurs, une accélération de la révolution industrielle. Cette transformation économique et technologique entraîne une tension sociale et une aggravation de la lutte des classes. Il serait commode, mais trop schématique, de penser que ces conflits proviennent seulement d'un déterminisme mécanique : la concentration prolétarise le petit patron, le fait culbuter dans la condition salariale ; devenu le simple outil de la production, son aliénation en fait un révolutionnaire. Sans doute y a-t-il pendant la période 1900-1914 concentration industrielle et disparition de petites entreprises, mais en contrepartie la création des nouvelles industries développe un nouvel artisanat. C'est le cas de la métallurgie comme de l'électricité. Chacun sait qu'avant 1914, le constructeur d'automobiles est un mécanicien ou un charron bricoleur. Le farouche électricien Pataud, terreur de l'Élysée, qu'il plongeait dans l'obscurité les soirs où Fallières accueillait des souverains de passage, a terminé sa carrière comme artisan électricien. Le problème est surtout psychologique. Les ouvriers qui réfléchissent sont anxieux. La concentration leur apparaît comme une menace, d'autant plus qu'elle est associée au taylorisme. L'histoire de la première révolution industrielle leur enseigne quels sont les dangers de dégradation de la condition ouvrière pour un prolétariat artisanal qualifié dans un tel bouleversement des structures économiques et des techniques. En revanche, l'accroissement des profits du capital en cette période d'expansion les incite à espérer des augmentations de salaires d'un patronat optimiste.

Nous avons appris de Simiand qu'en phase A, l'action ouvrière est offensive, tandis que l'idéologie décline et que la résistance des employeurs faiblit. C'est peut-être en effet une des raisons pour lesquelles le syndicalisme révolutionnaire est davantage une pratique qu'une doctrine. Quoi qu'il en soit nous avons la confluence chez les dirigeants du mouvement ouvrier d'un pessimisme anxieux et d'un esprit de combat. Cependant la résistance qu'on leur oppose ne manque pas de force. A la puissance capitaliste offensive que donne la cartellisation, correspond sur le plan défensif l'union et la solidarité patronales face à la C.G.T. L'efficacité de cette lutte patronale se marque à ce que la hausse des salaires est, surtout en fin de période, inférieure à la hausse des prix.

C'est dans ce climat général que s'est installée la République radicale. Pour elle, la solution des problèmes sociaux était purement politique. L'idéal restait le programme de Belleville de 1869, renié par Gambetta, mais demeuré la bible de Clemenceau. Suffrage universel acquis et séparation de l'Église et de l'État qui reste à conquérir suffisent à satisfaire les aspirations de la démocratie. Quant au pain, l'économie libérale étant un ensemble de dogmes qu'on ne peut pas mettre en cause, il n'est pas question que le domaine social soit pris en charge par l'État. Il existe cependant l'idée que la justice fiscale pourrait être assurée par l'impôt sur le revenu et c'est sur ce point que la gauche va faire porter son effort à la Chambre des députés (mais pas au Sénat). Cette tarte à la crème de l'impôt sur le revenu est indifférente aux ouvriers, qui sont payés à la journée et n'ont même pas la notion concrète de ce que peut être un revenu. En ce qui concerne les aspirations de la classe ouvrière aliénée, les gouvernements de la gauche petite bourgeoise en sont entièrement inconscients. Les doctrines socialistes, dont ils n'ont aucune notion, sont condamnées comme irréelles sans qu'ils veuillent les connaître. Les radicaux considèrent comme étant dans la nature des choses qu'ils soient les seuls représentants authentiques des classes populaires, d'où leur férocité dans la répression, qui dépasse

toujours celle de la droite, quand les ouvriers refusent leur paternelle direction. Aussi bien faut-il chercher dans la période où les monarchistes ont été au pouvoir ou dans celles où le grand bourgeois libéral Waldeck-Rousseau fut aux affaires, notamment en 1899-1902 où il s'associa le socialisme réformiste de Millerand, les quelques lois sociales de la Troisième République.

2. Les divers aspects du socialisme et l'apparition du syndicalisme révolutionnaire

En ces années où le XIX^e siècle s'achève, les ouvriers disposent du droit de grève et du droit syndical. Ils envoient à la Chambre une trentaine de députés socialistes, de tendances diverses. La C.G.T. existe depuis 1895. Il reste à savoir si le socialisme et le syndicalisme pourraient s'unir pour infléchir la politique de la petite bourgeoisie radicale, au pouvoir à partir de 1899.

1. Les « deux socialismes »

Dès 1880, le socialisme a repris son essor en France, mais, sous l'influence de Jules Guesde, c'est surtout le marxisme qui se développa. Thiers en faisant massacrer entre vingt et trente mille Parisiens avait eu l'illusion de supprimer le socialisme, il avait en réalité fait pour un temps place nette des obstacles qui opposaient jusqu'alors les idéologies françaises au développement du socialisme allemand. Jules Guesde, d'abord bakouniniste et militant de la Fédération jurassienne, devient peu à peu disciple de Marx. Il fut à son retour d'exil le chef du groupe qui

introduisit en France le *socialisme scientifique* parmi les ouvriers, et un organisateur remarquable. Avec Paul Lafargue et Gabriel Deville, il contribua à donner à son parti, le Parti ouvrier, une doctrine ferme et la pensée la plus vigoureuse du socialisme français. Aucun des trois principaux idéologues du collectivisme guesdiste n'était un travailleur manuel, cependant le Parti ouvrier fut vraiment un parti de classe, mais Guesde ne voulut jamais pleinement comprendre le syndicalisme. La spontanéité révolutionnaire lui était étrangère, son socialisme n'avait rien de charnel, bien qu'il eût de l'enthousiasme, mais celui du savant. Les brouillons du romantisme révolutionnaire lui paraissaient plus que dangereux, nuisibles et condamnés par l'histoire. Il rejetait avec dégoût tous ceux qui n'adhéraient pas à son dogmatisme scientifique. Son opposition au syndicalisme révolutionnaire fut parmi les socialistes la plus totale, mais il n'en était pas moins un chef, un organisateur d'ouvriers et ses idées, sa personne respectée, influençaient un nombre important de syndiqués et de syndicalistes qui acceptaient le rôle subalterne auquel il les conviait. Grâce à leur supériorité d'organisation et de pensée, les guesdistes ont conquis les premiers congrès ouvriers. Les troisième et quatrième congrès de Marseille et du Havre virent le triomphe des collectivistes, ils éliminèrent de l'organisation ouvrière naissante les mutuellistes et les positivistes. Les premiers n'ont plus eu par la suite de rôle politique. Il n'en fut pas de même des disciples d'Auguste Comte qui dirigèrent les gros bataillons réformistes de la Fédération du Livre. Ainsi le développement du marxisme n'a pas empêché certaines idéologies issues des socialismes français de survivre. D'ailleurs les militants ne pouvaient pas toujours avoir une conscience nette de leurs divergences, et nous avons tendance par esprit didactique à trop clarifier les choses. C'est ainsi que le fameux *amendement collectiviste* qui fut repoussé en 1878 par le deuxième congrès ouvrier de Lyon avait deux auteurs dont l'un seulement, Dupire, était marxiste, le second, Ballivet, était *jurassien*, c'est-à-dire communiste-anarchiste.

Dans les années 1880, la coupure devint plus nette, et très vive l'opposition entre les deux socialismes. La pente naturelle du socialisme français le conduisait à l'anarchie. L'influence de Proudhon ou de Bakounine sur les ouvriers n'est guère mesurable. Peut-être faudrait-il insister davantage pour les anarchistes sur Kropotkine dont le livre, *La Conquête du Pain*, était connu des militants et dont le prestige personnel était grand. Dans l'ensemble cependant presque personne n'a lu Proudhon, *La Conquête du Pain*, ou *Le Capital*. C'est par osmose que se répand l'influence bien plus que par la lecture et une connaissance directe. Dans ces conditions, il convient d'être prudent. On peut dire que Proudhon donna au prolétariat français la conscience de classe ou bien qu'il sut traduire, au moment du Manifeste des Soixante et des candidatures ouvrières, la prise de conscience de classe du prolétariat français. Tel est le sens de son ouvrage posthume, *De la capacité des classes ouvrières*. Si l'on accepte le fait qu'il eut une forte influence sur les fondateurs de la Section française de l'A. I. T., c'est en les aidant à reconnaître la spécificité irréductible de la condition prolétarienne, démarche de l'esprit qui les conduisit à *l'ouvriérisme*. Tout en niant l'État et en affirmant l'aliénation du prolétariat, Proudhon n'a nullement proposé le salut par la violence révolutionnaire. Coopération, crédit mutuel, sont les moyens très réformistes de construire un avenir qui verra l'affranchissement des travailleurs. Bakounine, Kropotkine ont jugé dérisoires les remèdes proudhoniens pour ne retenir de cet enseignement que le caractère absolu des négations auxquelles répondent leurs propres affirmations nihilistes. Détruire l'État, abattre une société irréformable, par les bombes qui tuent et permettent aussi de dévaliser les banques. Ainsi doit être effacée la distinction entre le crime de droit commun et l'attentat politique. La bombe supprime les humains répugnants, agents conscients ou non de l'oppression sociale, ou tristes mollusques soumis dévotement à cette oppression, mais il est plus important encore qu'elle détruise les valeurs morales par lesquelles la

société prétend justifier son oppression. C'est pourquoi le meurtre exemplaire est celui du garçon de recette.

C'est sous la forme de l'anarchisme individualiste que le bakouninisme s'est développé. La tradition de révolte et de violence des classes populaires urbaines, transmise de père en fils[1], trouvait, grâce aux libertaires, des justifications théoriques plus ou moins flatteuses. Même si peu de gens lurent les auteurs et les journaux anarchistes, si moins encore tuèrent des agents et firent sauter des banques, une partie de la classe ouvrière a pu être exaltée par ce banditisme idéologique et ressentir les exploits de *l'illégalisme* comme une vengeance. Cependant ni la société, ni l'État, ne furent ébranlés. Le bakouninisme se trouva freiné par son impuissance pratique et théorique dont témoigne la grande période des attentats pendant les premières années 1890, sorte de fuite en avant de l'anarchie. *La propagande par le fait* (bombe, revolver), *la reprise individuelle* (vol, fausse monnaie), isolent en fait les libertaires de la masse des ouvriers, tandis qu'ils sont de plus en plus pénétrés par la police. Les militants ont déifié et non pas répudié Ravachol, mais cette déification était, en elle-même, la reconnaissance d'une incapacité à généraliser les pratiques de Ravachol[2]. C'est la conscience de cette impossibilité, donc de l'impasse où s'était engagée

---

1. L'ouvrier relieur parisien Adolphe Clémence, membre de l'Internationale, membre de la Commune de Paris, était le petit-fils d'un babouviste.

2. Ce n'est pas notre sujet, mais il serait intéressant d'étudier l'importance du banditisme plus ou moins idéologique dans la conscience populaire des sociétés industrielles (régicides, anarchistes, gangsters...), et non pas seulement comme l'a fait Hobsbawm dans les sociétés d'économies arriérées, à mentalité prépolitique. En effet — on en trouvera un exemple dans nos textes (le poème sur la bande à Bonnot) — la mythologie historique ouvrière exalte les réprouvés de la bourgeoisie et injurie ses héros (Thiers, Clemenceau). Ces représentations historiques irréductiblement opposées sont un élément important de l'aliénation. La culture populaire se sent bafouée par toutes les formes de l'enseignement dispensé par la bourgeoisie depuis les manuels de ses écoles jusqu'aux exemples qu'elle propose par ses plaques au coin des rues.

l'anarchie qui conduisit des militants à s'intéresser aux syndicats et par une sorte de « révisionnisme » à substituer *l'action directe* et *la grève générale* à *la propagande par le fait* et à *la reprise individuelle.*

Alors les anarchistes commencèrent à pénétrer dans les syndicats, puis à les conquérir. Tortelier, puis Aristide Briand et Pelloutier développèrent le thème de la grève générale à partir duquel se constitua l'idéologie des anarcho-syndicalistes ; avaient-ils pour cela cessé d'être purement des anarchistes? Pour beaucoup d'entre eux rien n'est moins sûr. Il s'ensuivit que, grâce aux syndicats, l'histoire du mouvement ouvrier français fut une revanche posthume de Bakounine, puis de ses épigones sur Marx qui l'avait évincé en 1872 de l'Internationale, dans un débat où la bonne foi n'était ni d'un côté ni de l'autre.

Sans doute la réaction des partis ouvriers fut-elle vive et conduisit-elle les congrès internationaux de Londres (1896) et de Paris (1900) à exclure les anarchistes de « la famille socialiste », mais ce succès n'était qu'apparent, car le mouvement syndical bénéficia de la faiblesse réelle du socialisme en France, lequel entre-temps était devenu poussière par scissions successives. Les groupements socialistes, groupements de cadres, étaient numériquement à peine plus forts que les groupuscules anarchistes et ils étaient, comme eux, conduits à s'intéresser aux syndicats pour procurer des effectifs à leurs états-majors squelettiques. Le guesdisme était alors réduit à son bastion du Nord et à des positions géographiques dispersées. Les guesdistes, dont les cadres appartenaient à l'usine ou en sortaient, furent les premiers à s'intéresser aux syndicats, ils ont créé la Fédération des Chambres syndicales en 1886, lui ont donné son orientation révolutionnaire ; deux militants de premier plan, Jean Dormoy et Raymond Lavigne, furent à l'origine des manifestations du 1er mai. Mais le guesdisme subordonnait étroitement l'action syndicale à l'action politique, pour lui le syndicat, simple organisation professionnelle, ne peut être que la *courroie de transmission* des directives du parti. Il y a là un jugement moral, un

jugement de valeur : le parti appartient à l'ordre politique qui est l'ordre supérieur. Toute prétention syndicaliste de faire la révolution, d'intervenir au niveau de la politique est un scandale parce que c'est un désordre intellectuel. Les revendications professionnelles doivent donc être subordonnées aux luttes politiques pour lesquelles le syndicat n'a pas de compétence. L'emprise guesdiste sur les syndicats, à l'origine assez grande, déclina constamment, hormis dans les industries textiles. La Fédération du Textile fut toujours guesdiste avec des militants importants : Pedron (Champagne), Renard (Nord). Le guesdisme a donc réussi dans les entreprises concentrées où les salaires sont parmi les plus bas et où ne règne pas l'atmosphère patriarcale et même parfois fraternelle de l'atelier. Cependant l'entreprise textile n'a qu'une concentration moyenne de cinquante à cinq cents salariés. Le guesdisme n'a pas réussi dans les très grosses entreprises telles que les mines où il se heurtait au corporatisme développé par les œuvres paternalistes des grandes compagnies[1].

Les autres groupes socialistes n'eurent jamais vis-à-vis du syndicalisme des positions antagonistes aussi tranchées. Les blanquistes étaient comme les guesdistes des socialistes « autoritaires », mais ils étaient dénués du sentiment de supériorité que le caractère « scientifique » de leur socialisme donnait aux marxistes. Ils estimaient, de plus, que toute action révolutionnaire est bonne en elle-même. Ils approuvèrent donc la grève générale et toutes les formes de l'action directe. Des syndicalistes de premier plan comme Griffuelhes sont sortis de leurs rangs. Les rapports furent toujours bons entre la C.G.T. et les blanquistes. D'autant plus que leurs chefs Édouard Vaillant et Marcel Sembat avaient un caractère bien plus accommodant que Jules Guesde ou Paul Lafargue. Les allemanistes (P.O.S.R.) sont un groupe charnière d'importance capitale dont le rôle long-

---

1. Claude WILLARD, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les Guesdistes*. Paris, Éditions Sociales, 1965, in-8°, 770 p.

temps méconnu fut justement affirmé par Pierre Monatte. Ils étaient aussi anarchistes que socialistes et très ouvriéristes malgré la présence dans leurs rangs de Lucien Herr. Action syndicale et action politique se confondaient pour eux. Ils professaient en somme un socialisme révolutionnaire qui tout autant que l'anarcho-syndicalisme est une composante du syndicalisme révolutionnaire. Ils étaient à Paris le mouvement socialiste le plus important à la fin du XIXe siècle. C'est qu'ils représentaient avant tout la tradition sans-culotte et communarde des anciens faubourgs. Il faut y ajouter la région ardennaise, avec Jean-Baptiste Clément. Leur rôle de militants et de chefs syndicaux fut très grand, mais s'ils gouvernèrent un moment une fédération de grandes entreprises, les cheminots, par Guérard, lequel devint ensuite réformiste, leur domaine socio-professionnel était plutôt celui des métiers : la chapellerie avec Fabérot, la tonnellerie avec Bourderon. Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, dont le nom donnait le programme, n'eut jamais la moindre difficulté avec la C.G.T. Mais il était, comme le mouvement anarchiste, très pénétré par la police. Il avait une autre faiblesse : l'indiscipline de ses membres et le relatif isolement de son chef Jean Allemane, meurtri par ses longues années de travaux forcés après la Commune.

Les divers réformistes, possibilistes, indépendants, professaient le plus souvent un socialisme de sentiment plus que d'idées. Ils ne songeaient pas à asservir le syndicalisme. L'entente ou la méfiance réciproque provenaient d'attitudes personnelles. Les socialistes réformistes réprouvaient la violence, et on les soupçonnait d'être arrivistes. Le positivisme est à mettre à part parce que sur plusieurs points il était proche du syndicalisme révolutionnaire. Auguste Comte espérait dans le sentiment féminin et la raison des prolétaires pour faire triompher ses doctrines. Bien avant Proudhon il aurait pu pousser, à condition d'être lu par eux, les prolétaires à l'ouvriérisme en les mettant en garde contre l'influence pernicieuse de la bourgeoisie, et il voulait par la révolution sociocratique *incor-*

porer le prolétariat aliéné. « Le prolétariat campe au milieu de la société occidentale sans y être encore casé. » L'ouvriérisme personnel de Comte confiait au prolétariat la mission révolutionnaire d'assurer la transition vers la société sociocratique et pour ce faire les prolétaires devaient se voir confier le pouvoir pour au moins une génération. Comte a recruté des ouvriers parmi ses disciples. La région de Lyon-Saint-Étienne fut un foyer de syndicalisme positiviste qui persista sous la Troisième République. Un cercle des prolétaires positivistes avait été fondé à Puteaux par Fabien Magnin en 1863, des positivistes avaient adhéré à l'A.I.T. et furent englobés dans des poursuites judiciaires sous le Second Empire. Magnin et Isidore Finance animèrent les deuxième et troisième congrès ouvriers de Lyon et de Marseille. A partir de celui du Havre apparaît Keufer, puis à la fin du siècle Fagnot. A Marseille, Fabien Magnin avait présenté un programme pour « incorporer » le prolétariat, mais il rejetait absolument tout pouvoir politique pour la classe ouvrière. La recherche du pouvoir par le prolétariat est une chimère, elle est de plus le refus de la condition ouvrière, donc la preuve même de l'aliénation. Brimés par les guesdistes, les positivistes partirent avec les mutuellistes, rompirent avec ceux-ci et revinrent dans les congrès comme délégués syndicaux. Grâce à leurs relations, beaucoup furent absorbés par la fonction publique à la direction, puis au ministère du Travail à partir de 1900. Beaucoup comme Keufer appartenaient à un parti, puis au Parti socialiste. Tous sont cependant restés positivistes. Ils eurent parfois une situation personnelle considérable. Magnin, Finance et Keufer se sont succédé à la présidence du Cercle des prolétaires positivistes. Keufer fut jusqu'à sa mort vice-président de la Société positiviste internationale et il officiait dans les cultes de la religion comtiste. Il fut d'autre part, en compagnie de Guérard, le véritable fondateur de la C.G.T., et il a dirigé la puissante Fédération du Livre pendant quarante ans. Il est surprenant que les ouvriers positivistes soient si négligés par les historiens. Seul un

philosophe a écrit leur histoire[1], mais il se trompe quand il croit qu'après 1900, elle se résume dans la carrière personnelle d'Auguste Keufer. Son disciple Liochon, qui lui succéda à la tête de la Fédération du Livre, était aussi un positiviste. Ceux-ci ont donc mené l'une des plus puissantes fédérations ouvrières pendant plus de soixante ans.

C'est à juste titre qu'on néglige le comtisme dans l'histoire du socialisme français où son influence fut insignifiante, mais il n'en est pas de même dans celle du syndicalisme.

Ainsi dans les dernières années du siècle l'extrême-gauche idéologique était-elle répartie en des groupes nombreux mais squelettiques et plus ou moins désireux de s'étoffer par la conquête des syndicats. Le socialisme marxiste était d'autre part complètement isolé, muré dans son orgueil et son esprit de secte, aigri par ses échecs, conduit par un chef qui suscitait de grands dévouements chez ses fidèles, mais peu de sympathies chez les autres. Par réaction c'est sur le syndicalisme que les guesdistes déversèrent leur rancœur, ils déployèrent contre lui un acharnement féroce. Leur hostilité s'affirmait contre les hommes et contre les idées. Tout leur arsenal idéologique était braqué contre *la grève générale* et cependant, ressentant amèrement l'isolement auquel ils se voyaient condamnés, ils ne renonçaient pas à conquérir les syndicats.

2. Les organismes du mouvement syndical

A la fin du siècle, ceux-ci fort courtisés se répartissaient officiellement entre deux organisations : la Fédération des Chambres syndicales et la Fédération des Bourses. La Fédération des Chambres syndicales réalisait une pensée de Varlin. L'idée reprise par des mutuellistes et coopérateurs proudhoniens fut mise en œuvre en octobre 1886 par les militants du Parti ouvrier guesdiste : Farjat,

1. Pierre Boivin, *Choix d'écrits*, Paris, 1938, in-16 ; I, 296 p.

Delcluze, Dormoy, Lavigne, Pédron, au congrès constitutif de Lyon. Cette union regroupa les fédérations d'industrie ou de métier et les syndicats isolés qui s'étaient constitués surtout depuis la loi Waldeck-Rousseau de 1884. Les guesdistes conservèrent la direction de la Fédération jusqu'en 1894. Elle adopta en 1887 le drapeau rouge pour emblème sur la proposition de Jean Dormoy. L'idée de la manifestation annuelle du 1^er^ mai pour obtenir la journée de 8 heures fut lancée par Dormoy et Lavigne.

Les congrès nationaux de la Fédération avaient lieu immédiatement avant ou après ceux du Parti ouvrier et dans les mêmes villes. La fédération participa en 1889 au congrès international de Paris (salle Pétrelle) où fut fondée la Deuxième Internationale. La scission et le déclin de l'organisation furent provoqués par la question de la grève générale. Son principe, admis dans les premiers congrès, fut ensuite rejeté par la direction guesdiste, mais en 1892 Aristide Briand parvint à faire voter le « principe de la grève universelle » par le congrès syndical de Marseille, qui fut désavoué les jours suivants par le congrès du Parti. Dès lors la tension s'accrut entre les guesdistes et l'organisation syndicale. Au congrès de Nantes, en 1894, tenu en commun avec la Fédération des Bourses le principe de la grève générale fut réaffirmé. La majorité, en accord avec la Fédération des Bourses, décida de fonder la C.G.T., tandis que la Fédération nationale des Syndicats, réduite en réalité aux marxistes du P.O.F., végéta jusqu'à son neuvième et dernier congrès tenu en septembre 1898 à Montluçon. Cette histoire est un raccourci frappant des rapports des guesdistes et du mouvement ouvrier. Au départ, ils ont une grande action d'initiateurs et d'organisateurs, puis leur influence d'abord toute-puissante se rétrécit, leurs organisations syndicales dépérissent, ce qu'ils ne supportent pas sans une rancœur bien naturelle.

La *Bourse du Travail* fut d'abord une idée libérale. Le mot apparaît pour la première fois dans un article intitulé : « L'avenir des chemins de fer », publié dans un organe légitimiste, *La Nation*, le 23 juillet 1843. L'auteur, Gustave de

Molinari, était belge; il fut l'un des principaux économistes du XIXe siècle. Ce libéral et ce libre-échangiste fut toute sa vie attiré par le socialisme réformiste. Il a publié en 1893 un gros livre *Les Bourses du Travail,* mais c'est dans un ouvrage de jeunesse qu'il faut chercher le développement de ses premières idées[1]. Il voulait corriger l'inégale répartition « des bras » sur le territoire, principale raison des bas salaires, par le chemin de fer à bas prix ou même gratuit. Il écrivait :

Les *Bourses du Travail* seraient pour les transactions des travailleurs ce que les bourses actuelles sont pour les opérations capitalistes. Dans les principaux centres d'industrie et d'agriculture, on établirait une bourse où se rendraient les ouvriers qui auraient besoin de travail et les maîtres d'ateliers qui auraient besoin d'ouvriers. Le prix du travail pour chaque industrie y serait chaque jour affiché. La *cote* de la Bourse du Travail serait ensuite insérée dans les journaux, de même que l'on y publie aujourd'hui celle de la Bourse des capitalistes. Les ouvriers de tout un pays, de tout un continent, pourraient de la sorte connaître, jour par jour, les endroits où le travail s'obtient aux conditions les plus favorables, ceux où ils doivent se porter pour en demander.

De semblables établissements exerceraient sans aucun doute une immense influence sur la situation des classes laborieuses. Le prix des salaires se trouverait tout à coup relevé et uniformisé, de même que le prix des capitaux s'est accru et uniformisé à l'époque de la création des bourses actuelles. L'ouvrier cesserait d'être sous la dépendance immédiate, et par là même arbitraire et tyrannique, de l'entrepreneur d'industrie. En consultant chaque jour le bulletin des Bourses du Travail il apprendrait si le prix dont on rémunère sa journée est ou non l'équivalent de ceux que l'on paie ailleurs, et, en cas d'infériorité, il pourrait se rendre immédiatement dans les centres industriels où le travail se trouve mieux rétribué.

Il n'appartiendrait plus aux manufacturiers de fixer isolément et arbitrairement le prix des salaires ; ce prix résulterait désormais d'un fait général : de la situation du monde industriel.

La féodalité industrielle cesserait d'être redoutable, car le travail deviendrait indépendant.

---

1. G. de Molinari, *Des moyens d'améliorer le sort des classes laborieuses,* Paris, février 1844, in-8°, 15 p.

Malgré l'appui du compagnon tailleur de pierre, Parisien-la-douceur, l'idée des Bourses fut mal accueillie par les ouvriers de Paris. En 1848, *La Presse* de Girardin s'y intéressa, mais pas les hommes politiques. Après le 2 décembre, Molinari continua sa propagande en Belgique. Il a pu inciter les municipalités bien disposées envers la classe ouvrière à procurer un lieu de réunion aux chambres professionnelles locales qui pouvaient, comme nous l'avons dit, remonter à 1867 ; plus souvent la Bourse fut d'abord un bureau municipal de placement. L'Union locale des syndicats de Bordeaux remonte à 1872, la Bourse du Travail de Bordeaux fut créée en 1890. L'Union locale c'est l'institution ; la Bourse, c'est la salle ou la maison, le siège social, mais les deux expressions valent l'une pour l'autre. Parfois nous l'avons vu l'Union précéda la Bourse mais ce fut plus souvent l'inverse. Entre 1880 et 1890 le groupement local des syndicats professionnels se fait dans la plupart des villes. Le mouvement est accéléré par la loi Waldeck-Rousseau de 1884, qui invite les municipalités à mettre un local à la disposition des délégués ouvriers. Les syndicats furent assez réticents jusqu'en 1887, par peur des mises en fiches policières ou, simplement, de la domestication. A partir de cette date, le mouvement se précipita. Paris et Nîmes eurent leur Bourse en 1887, Marseille en 1888, Saint-Étienne et Toulon en 1889, Bordeaux et Toulouse en 1890... La Bourse crée l'Union locale, si elle n'existe pas déjà. On le voit pour Paris : lorsqu'en 1887, le Conseil municipal créa une Bourse du Travail il contraignit alors les divers syndicats parisiens à s'unir pour en assurer l'administration. Comme les guesdistes tenaient alors fermement la Fédération des Syndicats, les militants syndicaux parisiens des fractions socialistes antiguesdistes (anarchistes, allemanistes et blanquistes) eurent l'idée d'une Fédération concurrente. Un premier congrès constitutif eut lieu à Saint-Étienne en 1892 et il groupa une dizaine de Bourses. Ainsi l'effort d'unification accompli par les syndicats rivaux conduisait-il à adopter dès lors la double structure qui marque encore les

institutions actuelles : Union des diverses sections locales de la profession dans une fédération de métier ou d'industrie ; l'ensemble de ces fédérations étant unies dans la Fédération des Syndicats. Affiliation des diverses sections professionnelles d'une localité à une Bourse du Travail, l'ensemble des unions locales constituant la Fédération des Bourses. Les fondateurs et premiers dirigeants de celle-ci furent les blanquistes parisiens Bernard Besset et Rieul Cordier.

L'idée d'unir les deux fédérations sembla s'imposer très vite. Ce fut réclamé dès 1893 au deuxième congrès des Bourses[1]. Nous avons vu qu'il y eut un congrès commun en 1894 à Nantes où Aristide Briand « cassa » la Fédération des Syndicats. Les majoritaires, partisans de la grève générale, constituèrent en commun avec les principales Bourses la Confédération générale du Travail au congrès de Limoges en septembre 1895. Cependant la Fédération des Bourses conservait son autonomie et n'était pas représentée en tant que telle.

Les hommes qui ont le plus contribué à la fondation de la première C.G.T. étaient : Jean Allemane, Auguste Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, Eugène Guérard, secrétaire du Syndicat national des Chemins de fer et Pergay (des Cochers).

En juillet 1896, la Confédération adressa un manifeste « Aux travailleurs de France » dénotant l'influence des anarchistes. En fait, la C.G.T. végéta. Pelloutier, qui aurait pu l'aider à vivre, s'en désintéressa complètement et se consacra à la Fédération des Bourses dont il resta le secrétaire de 1895 à sa mort en 1901. Il reniflait l'influence de la police dans la direction confédérale, alors qu'en réalité elle était autant à la Fédération des Bourses où le principal dirigeant après lui, Henri Girard, était un indicateur. La C.G.T. ne subsista que par l'appui des deux puissantes

1. Ce congrès se tint à Toulouse en février. Un premier congrès commun eut lieu à Paris en juillet 1893. Il est significatif que ce congrès soit appelé *allemaniste* par les indicateurs de police. *Cf.* Maurice POUJADE, *Les Allemanistes à Paris*, DES (dactylographié), 1958.

Fédérations du Livre et des Cheminots. Keufer en fut le trésorier ; en tant que positiviste, il était loin des conceptions anarchistes. Guérard était alors allemaniste (il devint réformiste après 1898 et il adhéra comme Keufer à la S.F.I.O. en 1905), mais il laissa la direction de la C.G.T. à un autre cheminot : Lagailse, lequel ne paraît pas avoir eu l'envergure nécessaire pour remplir cette tâche. Entre la Fédération des Syndicats mourante et la C.G.T. qui hésite à naître, seule vit vraiment au grand jour pendant la période 1895-1902 la Fédération des Bourses dirigée par Fernand Pelloutier, secrétaire général, Henri Girard trésorier et, à partir de 1898, Paul Delesalle secrétaire-adjoint, trois anarchistes dont un auxiliaire de la police. C'est par la Fédération des Bourses que les anarchistes firent la conquête des syndicats.

Cependant une organisation secrète connaissait aussi pendant cette période ses meilleurs moments, c'est la Chevalerie du Travail.

La Chevalerie du Travail française n'a trouvé que récemment son historien[1]. C'est une association qui tire son nom des *Knights of Labour* aux États-Unis et des Chevaliers du Travail belges. Elle s'inscrit aussi dans la tradition française des sociétés politiques secrètes et apparaît comme une charbonnerie socialiste. Elle ressemble sans doute aux associations maçonniques et beaucoup de ses membres étaient F.·. M.·. Cependant cette maçonnerie révolutionnaire était indépendante de l'autre et non reconnue par elle. Les francs-maçons, chevaliers du Travail, étaient même ceux qui marquaient le plus fortement les distances[2]. L'ordre fut fondé en France en 1893, il est donc à peu près contemporain de la Fédération des Bourses et de la C.G.T. Il s'est prolongé

---

1. Maurice DOMMANGET, *La Chevalerie du Travail française*, Lausanne s.d. (1967), in-16, 567 p.

2. « Nous sommes sûrs que les C.T.F. n'avaient pas de rapports en tant qu'ordre avec la franc-maçonnerie française... Beaucoup de C.T.F. étaient F.·. M.·., c'était là seulement le lien qui unissait les deux ordres dont les buts, encore qu'assez semblables, n'étaient pas identiques. » M. DOMMANGET, *op. cit.*, p. 119.

jusqu'en 1911, mais ne fut vraiment actif que jusqu'au début du siècle. Il a préfiguré l'unité syndicale, comme l'unité socialiste, car on y trouve des gens de toutes tendances. Les dirigeants furent en majorité des intellectuels dont beaucoup de parlementaires ou de responsables syndicaux : Charles Brunellière, Aristide Briand, Emmanuel Chauvière, les frères Guérard, Henri Girard, Augustin Hamon, Aristide Jobert, Paul Lafargue, le docteur Meslier, Gustave Rouanet, Léon Rémy, Marcel Sembat, Adrien Veber, les frères Pelloutier. On trouve donc des anarchistes (les Pelloutier, Hamon), des socialistes anarchisants (Briand), des allemanistes (Eugène Guérard, Pomès, Renou, Meslier), des blanquistes (Chauvière, Sembat), des indépendants synchrétistes disciples de Malon (Rouanet, Veber) et des guesdistes (Brunellière, Lafargue). Cette société a des *chantiers* dans plusieurs arrondissements de Paris et de nombreuses villes. Le groupe nantais ou d'origine nantaise est particulièrement important (Brunellière, Briand, Hamon, les Pelloutier). Le C.T.F. Eugène Guérard fut secrétaire général de la C.G.T., le C.T.F. Fernand Pelloutier fut secrétaire général de la Fédération des Bourses et tous deux furent aussi les principaux dirigeants de la Chevalerie du Travail avec Adrien Veber et le blanquiste Octave Martinet. « Il n'est pas excessif de dire que les principaux thèmes de l'orientation confédérale avant 1914, qui constituent ce qu'on a pu appeler le syndicalisme révolutionnaire, ne sont qu'une transposition des idées en cours dans la C.T.F. »[1]. La brochure : *Qu'est-ce que la grève générale ?* est en effet des deux C.F.T. dirigeants des Bourses, Pelloutier et Girard. Les moyens du sabotage furent propagés dans les milieux syndicaux par Briand (auteur du manifeste de la C.T.F. pour le 1er mai 1896) et Guérard. En dehors des banalités socialistes du temps qui constituent les principes généraux de l'ordre, le secret est son originalité propre à conduire au triomphe, « les associations publiques et ouvertes ayant failli... » Mais

1. M. Dommanget, *op. cit.*, p. 10.

qu'en était-il de ce secret puisque Girard était sûrement un indicateur de police et que Briand l'était peut-être aussi à cette époque ? Les thèmes d'action sont ceux du blanquisme, de l'anarchisme et de l'allemanisme. Guérard et le P.S.O.R. auraient eu un rôle majeur par le goût de l'action révolutionnaire (sabotage) qu'ils associaient au réformisme ouvrier, ce qui les avait fait cohabiter un temps avec les possibilistes dans la Fédération des Travailleurs socialistes de Paul Brousse. Il y aurait donc eu une sorte d'osmose entre l'ordre et le P.S.O.R. bien que les idéologies terroristes — blanquisme et anarchisme — y aient aussi leur influence.

Telle est donc l'opinion de M. Dommanget, le plus érudit des historiens actuels du mouvement ouvrier, elle confirme que les idéologies socialistes révolutionnaires dérivent autant des allemanistes[1] que des anarchistes, et que ceux-ci dans leur conquête des syndicats ont dû partager les places. Cependant la Chevalerie du Travail quelle que fût son influence était à la fois un groupement étroit par son recrutement sélectionné et par son caractère secret et un ensemble peu homogène réunissant des militants d'opinions opposées, préfigurant ainsi l'unité syndicale ou l'unité socialiste au niveau des états-majors. L'expression visible et cohérente du mouvement révolutionnaire de masses (toutes proportions gardées, car ces masses étaient faibles) était la Fédération des Bourses (dirigée par des anarchistes C.T.F.), dont le secrétaire général Fernand Pelloutier écrivit l'histoire.

---

1. « ...le Parti allemaniste fut le véritable Parti du travail, et toute son action peut être considérée comme le prélude de celle que poursuit la Confédération générale du Travail. » Maurice CHARNAY, *Les Allemanistes*, Paris, 1912, in-16, 112 p.

3. Le syndicalisme révolutionnaire et les luttes pour la conquête de la direction syndicale

1. Les anarchistes et les syndicats : les hommes, la Fédération des Bourses

Les dirigeants de la Fédération des Bourses et de la C.G.T. comme ceux de la Chevalerie du Travail n'étaient pas en général des ouvriers. S'ils l'étaient, ils appartenaient aux catégories hautement qualifiées, ils étaient pourvus d'une bonne instruction primaire, ou autodidactes ; le passé de leur profession avait été marqué par de longues luttes revendicatives, tels que les métiers du bâtiment : charpentiers, serruriers, peintres ; de la métallurgie : fondeurs et chaudronniers ; les métiers du livre ; les métiers d'art : ferronniers, ébénistes, bronziers.

A l'opposé, les industries à main-d'œuvre volante de manœuvres, proches du *Lumpenproletariat*, terrassiers, ouvriers des ports, dockers ont fourni des militants et des troupes dont les réactions étaient brutales et violentes. Parmi les dirigeants de premier plan de la tendance révolutionnaire, Griffuelhes qui succéda à Guérard à la tête de la C.G.T., Jouhaux, Merrheim, Yvetot qui succéda à Pelloutier à la tête des Bourses, étaient des ouvriers ou l'avaient été dans leur jeunesse avant de devenir des permanents syndicaux. La plupart ont ensuite échappé définitivement *à la production :* le mécanicien Delesalle se fit ainsi libraire ; cependant, Yvetot redevint typographe après la guerre de 1914. Beaucoup de dirigeants n'ont jamais appartenu aux classes populaires et n'étaient pas des manuels. Émile Pouget était le fils d'un notaire aveyronnais d'idées avancées, il fit ses études au lycée de Rodez, et c'est par suite de revers de fortune qu'il vint gagner sa vie à Paris comme employé dans un grand magasin, avant d'être le meilleur journaliste

anarchiste et l'un de nos grands écrivains de combat. Eugène Guérard, révoqué en 1891, était dessinateur industriel à la Compagnie du Nord, il s'agissait donc d'un technicien supérieur très apprécié de ses employeurs. Fernand Pelloutier, journaliste, appartenait par ses origines à la bourgeoisie la plus élevée, s'il est vrai qu'il descendait des soyeux lyonnais qui émigrèrent en Saxe et en Prusse après la Révocation de l'édit de Nantes. Cela est très vraisemblable, puisqu'un membre de cette famille vint s'établir à Nantes, où il était consul de Prusse au XVIIIe siècle. Dans ce cas cette branche était en déclin car les parents de Pelloutier appartenaient à la bourgeoisie aisée, sans plus, et non à une oligarchie. Pierre Monatte n'était pas non plus d'origine populaire. Il avait fait ses études secondaires au collège de Brioude, passé le baccalauréat. Puis il fut répétiteur ou maître d'internat avant d'abandonner les études supérieures qu'il avait entreprises ; il exerça divers métiers et pour finir celui de correcteur d'imprimerie, profession refuge de la bohème littéraire et politique.

Ces hommes peuvent donc être considérés comme des déclassés, naturellement aigris et révoltés, marginaux des classes moyennes qui en tout temps et toutes circonstances fournissent des *meneurs* aux révoltes et aux révolutions contre un ordre social qui les rejette. Cela devait parfois apparaître dans leur comportement personnel, ainsi que le montrent leurs polémiques. En 1923, Maurice Wullens, directeur des Humbles, instituteur anarchisant, qui comme Freinet plus célèbre eut des ennuis pour l'audace de sa pédagogie, traitait Monatte de « pion aigri du syndicalisme ». Le stéréotype « pion aigri » n'est-il pas révélateur ?

On rencontre aussi parmi eux certains hommes dont les parents avaient échappé à la production sans parvenir à s'intégrer suffisamment aux classes honorables de la société. Ceux d'Aristide Briand tenaient une boîte à matelots. Yvetot né dans une caserne, fils de gendarme, orphelin, fut élevé par des prêtres. Le caractère viscéral de son antimilitarisme et de son anticléricalisme écœurait ses amis eux-mêmes. Ainsi la psychologie moderne pourrait-elle

éclairer de façon précise les mobiles subconscients de ces révolutionnaires et trouver en leurs écrits d'intéressants sujets d'études. En tout cas, mis à part le typographe Allemane aussi syndicaliste que socialiste, tous les dirigeants socialistes de la période, ceux qui furent chefs de parti ou de tendance, qui parfois donnèrent leur nom à leur fraction, étaient issus, eux, de milieux plus élevés : Guesde, Lafargue, Deville, Vaillant, Sembat, Millerand, Jaurès, Brousse, appartenaient à la bonne bourgeoisie[1]. L'ouvriérisme qui détournait d'eux une partie des travailleurs ne semble pas avoir joué contre les intellectuels ou semi-intellectuels syndicalistes sauf contre Sorel, un grand bourgeois. Si, dans l'ensemble, les dirigeants de la Fédération des Bourses et de la C.G.T. étaient anarchistes, Pouget, Yvetot, Tortelier, Lévy, Bousquet, Jouhaux, certains d'entre eux étaient d'abord passés par le socialisme guesdiste ; ce fut le cas de Léon Remy, Pelloutier, Merrheim et Monatte. Ils se confondaient avec des non-anarchistes de tendances diverses : Bourderon, Guérard, Joindy, Fabérot, Dejeante, Jean-Baptiste Clément (P.O.S.R.), Griffuelhes, Léon Martin, Rieul Cordier, Besset (blanquistes). En revanche Louis Niel qui fut quelques mois, en 1909, le seul secrétaire général réformiste de la C.G.T. d'avant-guerre avait été d'abord un anarchiste. L'organisation dépendit de Pelloutier jusqu'en 1901.

« Les Bourses du Travail, en cela admirablement inspirées, mirent à la tête de leur Fédération un homme qui, par ses connaissances, son sens clair et pratique du mouvement, eut une influence des plus heureuses sur leur développement, le regretté Fernand Pelloutier qui, dépensant ses forces sans compter, se montra tour à tour organisateur, journaliste, conférencier, etc. »[2] Pelloutier fut après Tortelier, avec

1. Ni chez les uns, ni chez les autres, sauf Pelloutier, d'antécédents familiaux protestants. Leurs parents sont catholiques ou agnostiques. Cependant, très bas dans la hiérarchie du groupe dirigeant, il y a quelques nobles : de Marmande, de Pressensé, de Masquard ; ces deux derniers sont nés réformés.

2. Paul DELESALLE, *Les Bourses du Travail et la C.G.T.*, Paris, s.d., in-16°, p. 9.

Briand et Girard, le grand propagandiste de la grève générale. C'est son effort démesuré qui a permis aux Bourses de devenir en 1900 l'organisation la plus nombreuse de la classe ouvrière et c'est à lui qu'est dû le dogme de l'indépendance du syndicalisme, c'est-à-dire du pan-syndicalisme antiparti. Adversaire des sectes socialistes, il épargnait les hommes, Vaillant, Jaurès, sauf les guesdistes dont à Nantes il avait pourtant fait partie. Il semble qu'il ait parfois, mais pas toujours, excepté l'allemanisme de ses excommunications. Il semble aussi qu'il ait eu en permanence une indulgence aveugle pour Briand, son ami de jeunesse. Pelloutier, tuberculeux et sans ressources, mena une existence de sacrifice et de misère qui rendrait sa personne attachante même s'il n'avait pas été la grande figure du mouvement syndical. Il eut une très grande influence sur tous ceux qui l'ont approché et notamment sur Georges Sorel.

Les congrès de la Fédération avaient lieu dans les mêmes villes que ceux de la C.G.T., un peu avant. Alors que dix bourses avaient été représentées au congrès constitutif de Saint-Étienne en 1892, 51 envoyèrent des délégués au 9e congrès à Nice en 1901. Après le congrès de Toulouse de 1897, *L'Ouvrier des Deux-Mondes* dirigé par Pelloutier était devenu l'organe de la Fédération. Cette expansion contrastait avec la stagnation ou le recul des autres organisations ; mais Pelloutier mourut au moment où s'imposait un changement d'orientation. Il était pris dans une contradiction majeure : l'affirmation constante de la valeur de l'organisme syndical comme seule voie de l'émancipation ouvrière face aux impasses du socialisme des partis, et la peur de voir contaminer le syndicalisme par l'idéologie, la pratique, le carriérisme de ces partis. Ainsi la Fédération des Bourses hésitait-elle entre un impérialisme idéologique et une pratique de repli sur soi.

2. De la mort de Pelloutier au congrès d'Amiens

A la mort de Pelloutier la situation politique contraignit la Fédération des Bourses à sortir de son isolement. L'affaire

Dreyfus brisa la première tentative d'unité socialiste par suite de l'entrée de Millerand dans le Cabinet Waldeck-Rousseau, mais par là même une partie des socialistes se trouvaient au pouvoir. Le millerandisme n'est qu'un des aspect du révisionnisme socialiste européen de l'époque, il était sans doute moins désintéressé que celui d'Édouard Bernstein en Allemagne et nullement préoccupé de justifications théoriques. Par une série de lois sociales on s'efforça de séduire la classe ouvrière. L'ami personnel de Millerand, Pierre Coupat, qui fut après la guerre sous-secrétaire d'État à l'Enseignement technique dans les ministères Millerand et Leygues, était alors secrétaire de la Fédération des Mécaniciens de Paris; il fut le principal agent de pénétration du millerandisme dans la C.G.T. L'ancien Conseil supérieur du Travail jusqu'alors nommé par le ministre, très somnolent, fut réorganisé à plusieurs reprises entre 1899 et 1904 et certains de ses membres furent désormais désignés par les syndicats. Finance et Keufer qui faisaient déjà partie de l'ancien conseil y représentèrent avec Fagnot l'élément positiviste. Parmi les autres élus des syndicats on trouve le député socialiste Lamendin (mineurs), Léman (textile), Sauvage (métaux), Riom (bâtiment), Guérard (chemins de fer), Bourderon (tonneau) et Coupat. Keufer était vice-président, mais tous n'étaient pas des réformistes. Le danger du carriérisme syndical fut vivement ressenti par la C.G.T. qui offrit une nette résistance au millerandisme parallèlement à celle que manifestaient au même moment les guesdistes et les blanquistes dans la sphère politique. La C.G.T. fut conduite à renforcer ses structures, ou plus exactement la Fédération des Bourses fut mue par le besoin d'élargir son audience, et par son action elle fit revivre la C.G.T. C'est ainsi que le congrès confédéral de 1902 peut être considéré comme la véritable naissance de la C.G.T. Il est d'autre part intéressant de remarquer qu'il se tint à Montpellier, dans une région dépourvue d'industries urbaines, ce qui témoignait de la part des dirigeants syndicaux d'un intérêt profond pour le milieu rural et du désir de gagner en influence sinon chez tous les paysans, du moins chez les viticulteurs, où le socia-

lisme guesdiste (mais d'un guesdisme adapté — si l'on peut dire — au tempérament radical méridional) avait réussi à pénétrer. La C.G.T. ne faisait en cela que suivre l'enseignement que Pelloutier avait tiré du congrès des Bourses tenu à Toulouse en 1897.

De Montpellier à Bourges (1904) et de Bourges à Amiens (1906), la C.G.T. perfectionna ses institutions, ses moyens d'action, son programme. Elle s'efforça de contraindre les fédérations de métiers à fusionner en fédérations d'industries, elle précisa la double organisation : verticale des syndicats et horizontale des bourses. La Fédération des Bourses, dont le secrétaire fut statutairement le secrétaire-adjoint de la C.G.T., conservait une semi-autonomie et des congrès particuliers. La C.G.T. devait alors se défendre contre le millerandisme, c'est-à-dire ce qu'elle estimait être la volonté de l'État de la domestiquer, mais elle devait tout autant s'opposer au socialisme guesdiste qui avait retrouvé du prestige par sa lutte contre Millerand, qui s'était fortifié et qui en 1905 remporta, au moins apparemment, une grande victoire en contraignant, avec l'autorité de la Deuxième Internationale devant laquelle s'inclina Jaurès, les socialistes français à faire l'unité sur leurs thèses marxistes dans la S.F.I.O.

L'unité conduisit les guesdistes à reprendre, en 1906, l'offensive dans la C.G.T. pour tenter de s'emparer de sa direction et de la subordonner au Parti.

Le congrès d'Amiens fut donc un congrès défensif qui précisa la doctrine afin de résister à la double menace de l'État et du Parti.

3. Le congrès d'Amiens, les doctrines

La motion d'Amiens est le texte de base et le fondement du syndicalisme révolutionnaire, elle affirme l'indépendance du syndicalisme en face du socialisme dont elle dénonce les querelles et les divisions. Elle répond à la « motion du textile » présentée sans succès par Renard qui affirmait les prétentions

guesdistes. L'aspect défensif de la motion d'Amiens n'est pas sans ambiguïté. Tels qui étaient pour la collaboration avec l'État (Coupat) ont voté pour, par hostilité au Parti. De plus un paragraphe obscur condamne les prétentions *des sectes* ce qui peut s'entendre de différentes façons. Les guesdistes d'abord ont pris cela pour eux, probablement à tort puisqu'ils étaient déjà visés par d'autres, mais il est vrai que leurs adversaires ont dénoncé en eux les sectaires. On peut penser aussi à la franc-maçonnerie envers laquelle les syndicalistes révolutionnaires parisiens ont toujours eu une très vive hostilité, de nature d'ailleurs à limiter peut-être l'influence de la C.G.T. auprès de ceux qui la trouvaient crypto-maçonnique. Enfin et surtout le paragraphe sur les sectes pouvait viser les anarchistes eux-mêmes. Issu du blanquisme et resté fidèle à ses amitiés, Griffuelhes à la tête de la confédération de 1901 à 1908 était très méfiant envers les anarchistes. Le grand débat du congrès d'Amsterdam en 1907 montre que Malatesta, le plus important des dirigeants libertaires, n'avait aucune sympathie particulière pour la classe ouvrière. Il refusait de voir en elle le moteur de l'Histoire et la rédemptrice de l'humanité par sa quotidienne crucifixion. La philosophie de l'histoire, ou plutôt la sensiblerie historique qu'ont les socialistes et les syndicalistes lui paraissait un mélo. La révolution avait pour but de libérer l'individu et non pas l'ouvrier ou la classe ouvrière. Syndicalisme n'est donc pas plus anarchie que socialisme. C'est pourquoi l'anarcho-syndicalisme est vraiment une expression tendancieuse. D'ailleurs Monatte classé parmi les anarchistes, et comme tel délégué au congrès d'Amsterdam de 1907, écrivait en avril 1951 dans *La Révolution prolétarienne* au sujet des libertaires qui considéraient le travail salarié comme une prostitution ce qui les conduisait fatalement à l'illégalisme : « Le syndicalisme révolutionnaire, au contraire, a fondé sa conception sur le travail, sur le respect du travail, sur l'utilité fondamentale du travail, sur son émancipation et son organisation ». Dans ces lignes Monatte apparaît comme un moraliste, ce qu'il fut toujours. Et l'un des aspects du syndicalisme révolutionnaire est cette

morale de classe fondée sur le respect du travail. A côté de ses caractères négatifs (antiparti, anti-anarchiste, antimaçonnique, antiparlementaire et antigouvernemental), la motion d'Amiens présente un aspect positif pan-syndicaliste. Le syndicalisme a ses recettes et ses méthodes qui le dispensent de se soumettre au socialisme politique. Le but ultime du syndicalisme est la prise du pouvoir par la grève générale, explosion de la violence prolétarienne. Cette notion fut d'abord développée par le menuisier anarchiste Joseph Tortelier[1] dans la Fédération du Bâtiment parisien, puis, à partir de 1887 dans les congrès ouvriers nationaux et internationaux ; dès avant 1892, ce fut le cheval de bataille de Briand et Pelloutier. Ils en firent triompher le principe, Pelloutier au congrès de Tours des travailleurs de l'Ouest et Briand à celui de Marseille de la Fédération des Syndicats en septembre 1892. Henri Girard anima le Comité pour la grève générale à la fin du siècle. Guérard et Pelloutier et même Marcel Sembat considéraient la grève générale comme le moyen idéal de la révolution. C'était pour eux la leçon des insurrections ouvrières du XIX[e] siècle, toutes noyées dans le sang. Depuis le chassepot et *a fortiori* depuis le lebel, les barricades ne paraissaient plus possibles, la grève générale était l'expression d'une violence qui évite l'effusion du sang. Des problèmes politiques se posaient : devait-elle être internationale ou limitée à un seul pays, excluant ou non d'autres moyens, véritablement générale ou limitée aux professions essentielles à la vie de la nation (énergie, transports). Ils donnaient lieu à une discussion permanente, mais en attendant l'ultime événement, la pratique de tous les jours était l'action directe, violente ou non, grève, sabotage, boycottage, label. Le syndicalisme présentait une contradiction entre la notion eschatologique de grève générale et l'action directe quotidienne qui voulait arracher au patronat des concessions en matière de salaires et de conditions de travail. La grève partielle victorieuse émousse la

---

1. Jean MAITRON, *Rachavol et les anarchistes*, Paris, Julliard, collection « Archives », 1964, in-16°, 216 p.

capacité du prolétariat à conquérir le pouvoir par la grève générale. Pour sortir de cette contradiction les syndicalistes ont mis en avant la valeur pédagogique de l'action directe ; les grèves professionnelles, à l'origine antinomiques de la grève générale, sont les grandes manœuvres de la révolution future. La conséquence de cette situation, c'est l'action, c'est l'action pour l'action, où le mouvement est tout. Il y a ici une parenté avec le fascisme. Le verbalisme révolutionnaire coexistait dans la pratique avec la volonté d'obtenir dans l'immédiat, par la violence ou non, des améliorations à la condition ouvrière par des réformes de détail : abolition des bureaux de placement, du pourboire, ou par la lutte contre les fléaux sociaux : alcoolisme, prostitution, maladie. Ainsi la pratique est-elle plus importante que la doctrine.

Sur l'une et l'autre s'est exercée la réflexion intellectuelle, notamment celle de Sorel, de Berth et de Lagardelle. Georges Sorel fut tour à tour marxiste, syndicaliste révolutionnaire, monarchiste, bolchevik. Moraliste en doctrine, puritain en pratique, il fut comme beaucoup d'autres détourné du Parti socialiste par la curée qui suivit le triomphe dreyfusard à laquelle présidait Jaurès. Dès avant cette rupture, en 1898, il exposait l'essentiel de ses vues sur le mouvement ouvrier dans *L'Avenir socialiste des syndicats*[1]. Il rejette les théories des intellectuels car seul le mouvement ouvrier est fécond.

Les théories sont nées de la réflexion bourgeoise[2] ; elles se présentent d'ailleurs comme des perfectionnements de philosophies éthiques ou historiques élaborées dans une société qui est parvenue, depuis longtemps, aux degrés les plus élevés de l'intellectualisme ; ces théories naissent donc déjà vieilles et décrépites. Parfois, elles donnent l'illusion d'une réalité qui leur manque, parce qu'elles expriment, avec bonheur, un sentiment qui a été accidentellement joint au mouvement ouvrier ; elles s'effondrent dès que cet accident disparaît. Le syndicalisme révolutionnaire réalise, à l'heure actuelle,

---

1. Les citations de *L'Avenir socialiste des syndicats* et de la préface de 1905 sont faites d'après *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Paris, 2e édition, 1921, in-16°, 461 p.

2. « J'excepte ici ce qu'il y a d'essentiel dans le marxisme. » Note de Sorel.

ce qu'il y a de vraiment vrai dans le marxisme, de puissamment original, de supérieur à toutes les formules : à savoir que la lutte de classes est l'alpha et l'omega du socialisme, — qu'elle n'est pas un concept sociologique à l'usage des savants, mais l'aspect idéologique d'une guerre sociale poursuivie par le prolétariat contre l'ensemble des chefs d'industrie, — que le syndicat est l'instrument de la guerre sociale[1].

Sous l'influence anti-intellectualiste de Bergson, Sorel exalte l'action directe, seule créatrice :

Tandis que les théoriciens officiels du socialisme se montraient ainsi impuissants, des hommes ardents, animés d'un sentiment prodigieusement fort de liberté, aussi riches en dévouement pour le prolétariat que pauvres en formules scolastiques, puisant dans la *pratique des grèves* une conception très claire de la lutte de classe, lançaient le socialisme dans la voie nouvelle qu'il commence à parcourir aujourd'hui[2]. Le syndicalisme révolutionnaire trouble les conceptions que l'on avait mûrement établies, dans le silence du cabinet ; il marche en effet, au hasard des circonstances, sans souci de se soumettre à une dogmatique, engageant plus d'une fois ses forces dans des voies que condamnent les sages. Spectacle décourageant pour les nobles âmes qui croient à la souveraineté de la Science dans l'ordre moderne, qui attendent la révolution d'un effort puissant de la Pensée, qui s'imaginent que l'Idée mène le monde depuis que celui-ci est émancipé de l'obscurantisme clérical.

Au nouveau clergé obscurantiste des intellectuels Sorel oppose donc les *minorités agissantes* qui conduisent avec pragmatisme le mouvement ouvrier. Il justifie même le syndicalisme réformiste des *Trade-Unions* britanniques qui protègent la femme, l'enfant, qui luttent contre les fléaux de la société. Il approuve le mutualisme et la coopération, lorsqu'ils sont animés par l'esprit prolétarien, mais pour lui aussi le thème essentiel de réflexion est la grève générale :

...Elle exprime d'une manière infiniment claire que *le temps des révolutions de politiciens est fini* et qu'ainsi le prolétariat refuse

1. G. Sorel, *Matériaux...*, *op. cit.*, p. 67.
2. C'est à Fernand Pelloutier que Sorel fait allusion.

de laisser se constituer de nouvelles hiérarchies. Cette formule ne sait rien des droits de l'homme, de la justice absolue, des constitutions politiques et des parlements, elle ne nie pas seulement le gouvernement de la bourgeoisie capitaliste, mais encore toute hiérarchie plus ou moins analogue à la hiérarchie bourgeoise. Les partisans de la grève générale entendent faire disparaître tout ce qui avait préoccupé les anciens libéraux : l'éloquence des tribuns, le maniement de l'opinion publique, les combinaisons des partis politiques. Ce serait le monde renversé, mais le socialisme n'a-t-il pas affirmé qu'il entendait créer une société toute nouvelle ? Plus d'un écrivain socialiste, trop nourri des traditions de la bourgeoisie, ne parvient cependant point à comprendre une telle *folie anarchiste*, il se demande ce qui pourrait succéder à la grève générale : il n'y aurait de possible qu'une société organisée suivant le plan même de la production, c'est-à-dire la véritable société socialiste.

La grève générale n'est point née de réflexions profondes sur la philosophie de l'histoire ; elle est issue de la pratique. Les grèves ne seraient que des incidents économiques d'une assez faible portée sociale, si les révolutionnaires n'intervenaient pour en changer le caractère et en faire des épisodes de la lutte sociale. Chaque grève, si locale qu'elle soit, est une escarmouche dans la grande bataille qu'on nomme la grève générale. Les associations d'idées sont ici tellement simples qu'il suffit de les indiquer aux ouvriers en grève pour faire d'eux des socialistes. Maintenir l'idée de guerre paraît aujourd'hui plus nécessaire que jamais, alors que tant d'efforts sont tentés pour opposer au socialisme la paix sociale[1].

Dans les *Réflexions sur la violence*, la grève générale est la catastrophe qui permet le passage au socialisme et le mythe qui donne aux masses la foi nécessaire pour faire la révolution. Sorel s'oppose aux optimistes qui voient dans le socialisme l'aboutissement naturel et nécessaire des progrès de l'économie associés aux progrès de l'esprit humain. C'est par la violence entretenue par un esprit de révolte intransigeant que les nouveaux barbares vont régénérer la société. La crise de la C.G.T. fut un choc pour Sorel, l'élimination de Griffuelhes, la retraite de Pouget, symboles de l'échec, l'ont détourné du syndicalisme ; l'attirance de *L'Action française* — il lui donna un seul article — n'est qu'un bref épisode ; celle de l'antisémitisme fut plus durable ; mais la guerre ramena Sorel dans le camp révolutionnaire et

1. G. Sorel, *Matériaux...*, *op. cit.*, pp. 59 *sq.*

son dernier écrit fut une apologie de Lénine, ses derniers articles furent publiés dans *Clarté*, la revue d'Henri Barbusse et Raymond Lefebvre. Ce dernier aspect bolcheviste fut encore accusé par son disciple Édouard Berth. Néanmoins, par suite de l'énorme influence de Sorel dans le socialisme et le syndicalisme italien, ce fut paradoxalement Mussolini qui se réclama de lui. Il est d'usage d'écrire que le grand bourgeois, polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, qu'était Sorel a tiré sa doctrine de l'étude du syndicalisme, mais que le syndicalisme ne lui doit rien. C'est un faux problème. Tout dogmatisme étant sclérose, il est d'abord exclu que le syndicalisme révolutionnaire selon Sorel puisse devenir dogmatisme, il ne peut être qu'expérience, il n'y a pas de dogmatisme sorélien. Il est certain que les militants ouvriéristes ont dit qu'ils ne lisaient pas Sorel. Cela ne suffit pas à éliminer son influence. La plupart des socialistes n'ont lu ni Marx ni Proudhon ; la plupart des communistes n'ont lu ni Marx ni Lénine. Serait-ce à dire que Proudhon ou Marx ou Lénine sont sans influence ? Sorel était lu par quelques-uns et cela suffit, il était lu au moins par ceux qui écrivaient dans les mêmes revues que lui. La diffusion du syndicalisme révolutionnaire s'est faite par des périodiques : le *Père Peinard*, *La Voix du Peuple*, *Les Temps nouveaux*, *La Guerre sociale*... ; mais les deux revues les plus importantes furent *Le Mouvement socialiste* et *La Vie ouvrière*, toutes deux rédigées par des intellectuels, dont Sorel, et des ouvriers. *Le Mouvement socialiste* a paru de 1899 à 1914, c'est la revue d'Hubert Lagardelle, et Georges Sorel y publia les *Réflexions sur la violence*. Lagardelle, moins philosophe que Sorel, a plus de force expressive ; sa revue est probablement le meilleur périodique révolutionnaire jamais publié en France. Les rédacteurs étaient marxistes, mais voyaient (comme Sorel) dans le syndicalisme révolutionnaire un marxisme vivant, en devenir dans l'action, qu'ils opposaient à un marxisme mort, le guesdisme. Tout en posant lui aussi les fondements doctrinaux du syndicalisme, Lagardelle restait membre du Parti et y défendait les thèmes de la C.G.T. *La Vie*

ouvrière créée à l'automne 1909 par Monatte, Rosmer, Louzon et Dunois a duré sous sa première forme jusqu'en 1914. C'est, comme *Le Mouvement socialiste,* une revue doctrinale et une revue d'information, revue modèle aux numéros soigneusement composés, qui eut près de deux mille abonnés. Elle présentait toujours le grand fait de la quinzaine : grèves, congrès, conflits de la paix armée, puis les rubriques, la correspondance avec les abonnés qui en faisait un organe d'action. Les deux revues ne sont donc pas exactement contemporaines, la première est plus théorique, la seconde plus empirique. Changement de génération, sans doute et évolution de mentalité. La grande période du *Mouvement* s'achève vers 1908, *La Vie ouvrière* naît au moment de la crise de la C.G.T.

4. L'expansion syndicaliste, la crise, le déclin

1. Incohérence de la majorité d'Amiens

De la mort de Pelloutier au congrès d'Amiens, de celui-ci à la chute de Griffuelhes on assiste donc à une expansion du syndicalisme qui se manifeste autant par la multiplication des actions que par la floraison doctrinale ; mais cet essor était fragile. La majorité d'Amiens était incohérente en ce que réformistes et révolutionnaires étaient unis contre les guesdistes pour des mobiles différents.

D'une part ceux qui conçoivent l'indépendance comme une neutralité politique, parmi eux des modérés hostiles à la violence et prêts à accorder à l'État ce qu'ils refusent au Parti, mais aussi des membres du Parti socialiste persuadés que les deux domaines de l'action professionnelle

et de l'action politique doivent rester séparés. D'autre part, ceux pour lesquels le syndicalisme révolutionnaire est une idéologie ouvriériste qui se suffit à elle-même et qui est supérieure sur le plan de l'action politique au socialisme parlementaire, marxiste ou non. Les deux tendances unies constituent donc la majorité, mais elles présentent bien des nuances. Les disciples d'Auguste Comte, par exemple, sont classés avec les modérés car ils réprouvent la violence, mais leurs motivations idéologiques sont plus proches des syndicalistes révolutionnaires que des réformistes. Leur paradoxe est qu'ils exaltent la puissance du prolétariat tout en rejetant les voies de l'insurrection. Leur modérantisme se combine avec leur ouvriérisme. Le syndicalisme a pour eux une fonction de résistance, comme un rôle éducatif et moral et ils sont contre l'État. Sur tous ces points Keufer pensait donc comme Pouget ou Griffuelhes et non pas comme Coupat. Et déjà des ouvriers avaient affirmé à Auguste Comte leur « certitude bien fondée de n'obtenir de vraies améliorations sociales que par les seuls efforts du peuple travailleur »[1]. La tendance révolutionnaire n'est pas non plus monolithique. Au même congrès d'Amiens sont apparues des divisions sur l'antimilitarisme entre les ultras (Yvetot) et les citras comme Merrheim, Griffuelhes et Henri Gautier (de Saint-Nazaire). Mathématiquement, les révolutionnaires avaient la majorité absolue sans l'appoint des autres fractions antiguesdistes, mais cette majorité était fictive, d'abord parce que tous les syndicats étaient représentés de la même façon. Les petits groupes révolutionnaires avaient autant de mandats que les puissantes fédérations, comme celle du Livre, toutes réformistes, sauf celle du Bâtiment. La question de la représentation proportionnelle fut souvent posée par ceux qui n'avaient qu'une minorité de voix alors qu'ils étaient la majorité des syndiqués. Elle fut évidemment toujours repoussée par ceux qui en l'acceptant auraient perdu

---

1. Cité par P. Boivin, *op. cit.*, p. 104.

le pouvoir. Une autre raison du caractère artificiel de la majorité révolutionnaire provenait de la désignation des délégués, faite très souvent de façon autoritaire, par cooptation. Ces gens n'en étaient pas choqués, puisque antidémocrates. C'est ainsi que Monatte fut nommé par l'appareil délégué de la Bourse du Travail de Bourg-en-Bresse, à l'indignation de Liochon, alors secrétaire-adjoint du Livre, qui était lui de Bourg-en-Bresse et devait faire face dans sa propre fédération aux attaques de l'anarchiste Monatte. C'est ainsi que la Bourse du Travail de Chartres, extrêmement modérée, toujours à quémander à la municipalité, au préfet, au Conseil général des subventions qu'elle obtenait en raison de son *bon esprit*, était néanmoins représentée au Comité confédéral de la C.G.T. par Métivier, un agent provocateur payé par Clemenceau pour préconiser les actions violentes les plus subversives.

D'autre part, l'action révolutionnaire, la doctrine révolutionnaire éloignait les masses de l'organisation ; cela explique la faiblesse numérique du syndicalisme français lorsqu'on le compare aux organisations similaires de l'étranger. Que les syndiqués n'aient constitué dans la classe ouvrière qu'une minorité de cotisants, eux-mêmes dirigés par une minorité de révolutionnaires, entraînait des difficultés et des faiblesses quant au développement des actions. Sans doute y avait-il dix fois plus d'inscrits à la C.G.T. qu'au Parti en 1914 ; mais les résultats étaient les mêmes : les vraies bases du Parti, c'étaient ses électeurs, celles de la C.G.T., c'étaient les ouvriers non syndiqués. Avec eux il fallait bien composer, et si la doctrine était révolutionnaire, la pratique était le plus souvent réformiste. Le syndicalisme connut entre 1902 et 1908 un grand élan mais pour ces raisons le succès était très fragile.

2. Rapports avec le Parti et avec l'État

Les rapports avec le Parti restaient difficiles, mais en fait s'amélioraient. Le guesdisme maintenait son hostilité

fondamentale, pourtant il n'était pas dangereux pour l'autonomie syndicale, parce qu'à visage découvert et en perte d'influence à l'intérieur de la S.F.I.O. Guesde avait imposé les conditions de l'unité socialiste ; mais celle-ci une fois réalisée, il n'en eut pas la direction. Relayant l'allemanisme, le groupe de Gustave Hervé et de *La Guerre sociale*, spécialisé dans l'antipatriotisme, cherchait à s'assurer une influence dans la C.G.T. en s'appuyant sur les éléments les plus violents de la direction, comme Yvetot. En contrepartie Hervé, concurremment avec Lagardelle mais à un niveau idéologique moins élevé, défendait les thèmes syndicalistes et s'efforçait de les faire pénétrer dans la S.F.I.O. En fait l'affaiblissement de l'influence de Guesde renforçait celle de Vaillant et Jaurès. Or les blanquistes par sympathie, par conviction et par tactique étaient pour l'indépendance syndicale, ainsi que l'a écrit Sorel :

> Vaillant et ses amis ne veulent pas que la Confédération du Travail soit subordonnée au Parti, qui est toujours menacé de dégénérer par suite de l'adhésion de politiciens radicaux étrangers aux aspirations du prolétariat ; ils savent que si les organisations ouvrières continuent à ignorer les difficultés que présente la confection des lois, elles ne se contenteront jamais des compromis que sont heureux d'accepter des parlementaires ; elles constitueront ainsi un moteur capable d'empêcher le Parti de tomber dans l'opportunisme[1].

Partisan de l'indépendance syndicale, ami de Griffuelhes, et de quelques autres, Vaillant voulait cependant coordonner l'action des organisations. Il fut au Parlement le porte-parole de la C.G.T. « Aucun leader du Parti socialiste unifié n'a défendu la C.G.T. et le syndicalisme révolutionnaire avec plus de vigueur et de constance que Vaillant[2]... » Le disciple de Blanqui vieillissait, ce fut Jaurès qui peu à peu se substitua à lui dans ce rôle. Ainsi que l'a remarqué Augustin Hamon, c'est grâce à ces deux hommes que le

---

1. G. Sorel, *op. cit.*, p. 248.
2. M. Dommanget, *Edouard Vaillant, un grand socialiste*, Paris, La Table Ronde, 1956, gr. in-8°, p. 179.

Parti socialiste eut des rapports amicaux avec la C.G.T. Jaurès était sans doute sceptique quant à la grève générale, mais il était sensible à la spontanéité des masses prolétariennes. Il s'efforçait de faire la synthèse de tous les socialismes, il y englobait le syndicalisme révolutionnaire, héritier selon lui « d'une immense humanité de revendication et de combat ». Jaurès n'était pas seulement à la tête de ceux qui dans le Parti défendaient la C.G.T. contre Jules Guesde et ses émules : Lafargue, Compère-Morel, Ghesquière ; mais comme Vaillant était un fort mauvais orateur, à la Chambre ce fut Jaurès qui dans des circonstances souvent tragiques combattit pour le syndicalisme et les grèves contre les présidents du Conseil Clemenceau et Briand, exigeant le respect d'une classe ouvrière à laquelle la bourgeoisie demandait de la défendre. L'État sans doute avait fait des réformes sociales, moindres qu'en Allemagne et en Grande-Bretagne ; l'inspection du Travail organisée de 1874 à 1892, le ministère du Travail occupé par Viviani de 1906 à 1910, les lois réglementant le travail des femmes et des enfants (1874, 1892), celle sur la création des syndicats professionnels (1884), celles sur les accidents du travail (1898-1902)... Le point culminant de cette œuvre sociale avait été le passage de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau : conseil supérieur du Travail élu, conseils du Travail dans les régions industrielles, conditions de travail réglementées imposées aux adjudicataires de travaux publics, obligation faite aux inspecteurs du Travail d'avoir des relations suivies avec les bourses et les syndicats, amélioration de la loi de 1884 quant à la capacité juridique des syndicats professionnels, extension de la juridiction prud'homale, loi sur le règlement amiable des conflits du travail, bureaux de placement gratuits, autonomie accrue de la Bourse du Travail de Paris, habitations à bon marché, loi sur les accidents du travail, loi sur les retraites ouvrières, promesse de raccourcir la durée du travail à dix heures dans un délai de quatre ans. Cet effort considérable n'a pas survécu à la rupture du bloc républicain et au rejet des socialistes dans l'opposition. Un enchaînement fatal où

le tempérament de Clemenceau joua son rôle conduisit le gouvernement à une répression féroce de toute action syndicale pour châtier la S.F.I.O. de sa défection. En revanche le déchaînement antiparlementaire et antimilitariste de la C.G.T. la conduisit à des actions de caractère insurrectionnel. De 1900 à 1911 il y eut entre mille et quinze cents grèves par an entraînant environ 200 000 ouvriers. De 1906 à 1911 ces grèves furent particulièrement sanglantes[1].

Après la catastrophe de Courrières qui fit onze cents morts, les minoritaires anarchistes conduits par Broutchoux, Monatte, Dumoulin sortirent du vieux syndicat des mineurs mené par Basly et Lamendin, députés transfuges du guesdisme et devenus très réformistes ; 40 000 mineurs entrèrent en grève. La répression fut confiée à l'armée. Il en fut de même à Hennebont. Le 1er mai 1906, Clemenceau faisait arrêter Griffuelhes et Monatte, mettait Paris en état de siège. Il révoquait cette même année trois cents sous-agents des P.T.T., puis des instituteurs, puis en 1907 il frappa tous les fonctionnaires qui prétendaient se syndiquer. En 1907 encore eut lieu la répression sanglante de l'agitation viticole dans le Midi et de la grève de Raon-l'Étape. Les condamnations pleuvaient sur les militants. En 1908 éclata la grève de Draveil ; dès le 2 juin les gendarmes avaient fait deux morts, la C.G.T. proclama une grève générale de 24 heures, cette fois-ci il y eut sept morts parmi les manifestants. Clemenceau fit arrêter toute la direction de la C.G.T. Vingt-quatre militants étaient en prison, les autres en fuite à l'étranger. La Bourse du Travail de Paris déjà fermée par le gouvernement Dupuy en 1893 le fut de nouveau en janvier 1907, en avril 1908 ; le fonctionnement des institutions syndicales était entièrement entravé.

---

1. Les troubles sanglants de la période et les machinations policières de Clemenceau ont été exposés d'une façon remarquable par Jacques JULLIARD, *Clemenceau, briseur de grèves* ; il nous dispense d'entrer dans le détail des faits.

Les méthodes de Clemenceau, l'emploi systématique des provocateurs permettaient et justifiaient une répression physique et juridique, marquée par des morts, des mutilés, de nombreuses condamnations de droit commun et interdictions de séjour. C'est ainsi que l'affaire de Draveil fut montée par Métivier qui eut au moins une entrevue personnelle avec Clemenceau.

3. La crise

Ainsi étaient provoqués le découragement et même le désespoir. Les policiers se glissaient à la direction du mouvement, en contrepartie les dirigeants les plus désintéressés étaient soupçonnés d'être des indicateurs. En présence de cette situation, les militants en liberté firent bloc. Le congrès de Marseille de 1908 fut organisé par des intérimaires, les dirigeants en liberté. Ils n'étaient pas à proprement parler des réformistes, mais pas non plus des anarchistes. Le socialiste Luquet, respecté de tous, plus tard député et conseiller municipal de Paris, eut la responsabilité de l'organisation de ce congrès où s'affirma l'union sacrée des tendances pour sauver la C.G.T. en perdition. Cependant Pouget, Delesalle cessèrent à ce moment leur activité militante et les méthodes de Briand relayèrent celles de Clemenceau. Celui-ci avait attaqué la C.G.T. brutalement par l'intrusion policière, l'autre plus subtil utilisait les amis qu'il avait gardés de sa jeunesse anarchisante et sapait l'organisation de l'intérieur en exploitant l'incapacité administrative des dirigeants. Les agents peut-être inconscients du pouvoir furent le trésorier Lévy et le métallurgiste Latapie, ils contraignirent Griffuelhes à démissionner en raison du désordre de sa gestion comptable. Au même moment et pour des prétextes analogues, les éléments révolutionnaires des cheminots contraignaient Guérard à céder la place.

A la veille de 1914, Merrheim et Péricat ont les pires difficultés dans leurs syndicats respectifs des métaux et du bâtiment. Il en est de même pour Bled à l'Union dépar-

tementale de la Seine. Quant à Janvion et Pataud, ils furent exclus de la C.G.T. en 1913. Ces deux-là témoignent à leur manière du désarroi syndical pendant cette période, ils ont donné à fond dans l'antisémitisme et se sont compromis avec *L'Action française*.

Ainsi manœuvrés par Briand, les syndicalistes brisaient leurs dirigeants les plus remarquables. Le réformiste Niel remplaça Griffuelhes et, après quelques mois de scènes violentes, il fut, à la suite d'un discours maladroit, remplacé par l'anarchiste Jouhaux. C'était apparemment la revanche de Griffuelhes, dont le nouveau secrétaire général, considéré alors comme un second plan médiocre, semblait être la doublure. En fait le déclin de la C.G.T. s'accuse dans les années suivantes, déclin des effectifs d'abord, amené par la peur des répressions. Briand brisa en 1910 les grèves des cheminots, entraînés par leur nouvelle direction révolutionnaire, avec une brutalité qui valait celle de Clemenceau et d'une façon encore plus démoralisante puisque dans ses apostolats successifs il avait commencé par celui de la grève générale. C'est sous Briand qu'a lieu l'épouvantable affaire Durand. Le secrétaire des dockers du Havre fut condamné à mort pour des faits de grève auxquels il était entièrement étranger. Contrastant avec le déchaînement « pour la Justice et pour le Droit » qui avait marqué l'affaire Dreyfus, l'apathie de la presse libérale en présence de ce jugement scandaleux fut pour beaucoup dans l'expansion de l'antisémitisme dans le mouvement ouvrier à la veille de la guerre. Pendant cette même période Pouget et Sorel ont aussi donné dans cet antisémitisme socialiste qui peut se réclamer de Toussenel, Proudhon et Tridon. Leur compromission avec *L'Action française* s'explique par une haine égale de la démocratie bourgeoise et de la Révolution française. Dans l'ensemble l'antisémitisme a indigné la majorité des militants et fut rapidement circonscrit et éliminé.

La C.G.T., s'exposant à de nouvelles répressions, conduisit encore des actions de masse contre les retraites ouvrières, contre la vie chère, contre les trois ans, mais les échecs

répétés aggravaient le découragement. La faillite de l'action révolutionnaire entraînait la retraite des militants désabusés, le ressentiment et la suspicion chez beaucoup d'autres, d'où des intrigues incessantes. C'est tout cela qui constituait *la crise de la C.G.T.* Le Parti cherchait encore à en profiter. Au congrès du Havre en 1912, Renard rouvrit sans plus de succès le débat de 1906. La C.G.T. maintint son exclusive, ainsi était entretenu un conflit doctrinal assez formel dont témoigne le texte appelé *l'Encyclique* où le mouvement syndical affirme son splendide isolement face au guesdisme hostile, face également à l'hervéïsme obligeant, mais suspect. Il est vrai qu'au-delà de ces difficultés, il existait en réalité des rapports personnels cordiaux entre la direction syndicale et Jaurès, Vaillant, Sembat ; mais n'est-il pas symptomatique que la motion d'Amiens commence à être appelée vers 1910 (et jamais avant cette date) la charte d'Amiens ? Cette façon de conférer ainsi, par une mutation de vocabulaire, une valeur de mythe à un texte dont la teneur était le produit d'une simple conjoncture est peut-être l'aveu inconscient de la ruine des espoirs de 1906, le reflet en tout cas de l'inquiétude et du pessimisme.

Cependant, le mouvement syndical cherchait à s'adapter aux conditions nouvelles. En 1911, les unions départementales étaient réorganisées. Les syndicats de métiers avaient été plus ou moins contraints de se fondre dans des fédérations d'industries. Ce qui était conforme à l'évolution économique, mais mettait en cause, à terme, l'idéologie. Dès la fin de la guerre, la Fédération des Bourses allait disparaître absorbée par la C.G.T., ce fut l'aboutissement normal de cette évolution organique, contre laquelle certains, comme Monatte, continuaient à protester. Le recul de l'action ouvrière véritable, masqué par l'agitation contre la vie chère ou la loi de trois ans, les grèves sanglantes des viticulteurs de Champagne ou des chauffeurs de taxis parisiens en 1911-1912, n'empêchait pas le travail idéologique de se poursuivre autour du noyau des périodiques *Le Mouvement socialiste* et *La Vie ouvrière.*

5. Le rayonnement du syndicalisme et ses nouveaux aspects

1. Albert Thierry, Alphonse Merrheim

L'adhésion des fonctionnaires à la C.G.T. entraînait de plus en plus d'intellectuels à réfléchir sur le syndicalisme révolutionnaire, notamment les instituteurs et leurs maîtres, les jeunes professeurs d'École normale issus de Saint-Cloud. Le plus notoire est Albert Thierry. Sorel avait vu dans la violence prolétarienne le moteur de l'histoire. Ce moteur depuis 1908 s'enrayait. Plus modestement, Thierry tira de l'ouvriérisme une morale du *refus de parvenir*, qui était sa réponse écœurée à la curée post-dreyfusienne. Chez lui, le syndicalisme révolutionnaire dont il se réclame n'est plus en fait qu'une éthique, l'action directe se réduit à une pédagogie.

Chez un militant ouvrier de premier plan la crise provoqua une révision déchirante. Il s'agit de Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux. Griffuelhes n'avait fait que prolonger Pelloutier. En un temps où l'important était d'agir, il avait été l'homme d'action qu'il fallait et c'est de son exemple comme de celui de Pelloutier que Sorel avait tiré son inspiration. L'élimination de Griffuelhes, quelles qu'en soient les circonstances épisodiques, a le sens d'un échec profond dans le domaine pratique et théorique de l'empirisme révolutionnaire. C'est pourquoi à l'homme d'action succéda l'homme de réflexion. Merrheim, bien qu'alors isolé, a vu venir la guerre dès 1911 et il a annoncé sans être cru l'imminence d'un conflit auquel il eût été bon de se préparer autrement qu'en récitant des formules schématiques. Merrheim a mis en cause la valeur de l'action directe parce que son étude et sa pratique du déroulement des grèves lui ont prouvé la nécessité d'une science ouvrière de l'économie. La connaissance de ses mécanismes est

indispensable au militant syndical pour qu'il ait la possibilité de contester le pouvoir du patronat. Cette étude, Merrheim la fit avec Francis Delaisi[1], pour sa profession : la métallurgie. Il est peut-être le plus important des militants de la C.G.T. d'avant-guerre, parce que le seul à avoir eu la conception prospective d'un syndicalisme à l'échelle du monde nouveau. Il préparait le syndicalisme de l'entre-deux-guerres, moins épique, mais moins utopique aussi, que celui qui l'avait précédé. Cependant, tout comme les autres qui s'imaginaient la guerre rendue impossible par les solidarités prolétariennes, il fut pris au dépourvu par les événements de 1914 qui provoquèrent l'effondrement pur et simple du syndicalisme révolutionnaire. Sur ce point comme sur d'autres, la guerre mondiale marqua la fin d'une époque. Certes, dans la mesure où il y eut des insoumis et des déserteurs en 1914, peut-être 2 à 3 %, ceux-ci étaient plus nombreux à détenir la carte syndicale que celle du Parti. On constate que dans la région de Saint-Étienne quelques militants prirent le maquis dans la montagne. Ils étaient probablement plus anarchistes que syndicalistes.

La guerre a mortellement frappé le syndicalisme révolutionnaire alors en pleine crise, cependant c'est autour de Monatte et Merrheim que naquit l'opposition zimmerwaldienne à la guerre, et ce furent des syndicalistes révolutionnaires qui fondèrent les C.S.R.[2], origine du Parti communiste et de la C.G.T.U. Les marxistes guesdistes furent alors, notamment au congrès de Tours, presque tous dans l'autre camp. La plupart des chefs syndicaux devinrent pourtant, tôt ou tard, des réformistes : Jouhaux, Merrheim, Savoie, Dumoulin ; ou bien ils renoncèrent à toute activité : Pouget, Pataud, Bled, Yvetot. De ceux qui

---

1. Économiste et journaliste en marge du mouvement ouvrier proprement dit (comme Louzon), il a évolué politiquement entre l'anarchie et le radicalisme. En tant qu'économiste, il a *informé* la gauche bien après la Grande Guerre.

2. Comités syndicalistes révolutionnaires créés en 1917 pour lutter contre la majorité confédérale d'union sacrée.

devinrent communistes, certains le restèrent : Péricat, Monmousseau, mais non pas Monatte et ses amis. La C.G.T.U. a connu une série de dissidences syndicalistes révolutionnaires. La Fédération du Bâtiment redevint autonome. Sous l'influence de Rosmer, le groupe Monatte, organisé autour de *La Révolution prolétarienne*, était à l'origine bien plus trotskyste que syndicaliste révolutionnaire. Cependant, il se constitua à Lyon en 1926 une C.G.T.S.R.[1], dont l'animateur était Pierre Besnard et qui a vécu jusqu'en 1939. A partir de 1936, stimulée par les succès de l'anarchisme catalan, la propagande du syndicalisme révolutionnaire reprit de l'allant, mais dans l'ensemble l'influence ne demeurait que dans quelques professions : bâtiment, veloutiers d'Amiens, ardoisiers de l'Anjou. De nos jours, il y a en France quelques groupes qui survivent ; il y eut après la dernière guerre une C.N.T.[2] anarchiste. Ces traces sont bien légères, seuls quelques anarchistes et la revue *La Révolution prolétarienne* se réclament encore d'une doctrine qu'on pourrait maintenant à bon droit appeler anarcho-syndicalisme.

2. Le rayonnement hors de France

Toutefois le syndicalisme révolutionnaire eut à l'étranger une grande influence surtout dans le monde latin. On ne trouve qu'un seul Allemand : Robert Michels. En Italie l'école syndicaliste se développa en liaison avec Sorel, Lagardelle et Georges Valois, mais plutôt dans le Parti socialiste que dans le mouvement syndical. Arturo Labriola et la plupart des chefs de cette tendance passèrent au nationalisme dès la guerre italo-turque de 1911-1912. En Espagne, l'anarcho-syndicalisme se développa puissamment dans les milieux ouvriers et paysans des minorités nationales périphériques en opposition avec le marxisme castillan.

1. Confédération générale du Travail syndicaliste révolutionnaire.
2. Confédération nationale du Travail.

Après la défaite initiale du *pronunciamento* franquiste en Catalogne, les 19 et 20 juillet 1936, la F.A.I. (Fédération anarchiste-ibérique) et la C.N.T. (Confédération nationale du Travail) furent représentées au gouvernement.

En milieu anglo-saxon, sous l'influence d'immigrants socialistes-révolutionnaires et anarchistes, un courant comparable à celui qui anima la C.G.T. française s'est développé d'une manière indépendante aux États-Unis, surtout dans l'Ouest. Il influença les milieux d'ouvriers mineurs, bûcherons, journaliers et saisonniers, presque tous non qualifiés, d'immigration récente. Les I.W.W. (*Industrial Workers of the World*) tinrent, en juin 1905, à Chicago leur congrès constitutif.

Les fondateurs, Eugène Victor Debs (1855-1926), Vincent Saint-John et Daniel de Leon (1852-1914), avaient reçu diverses formations socialistes. Le rédacteur principal du Manifeste, J.J. Hagerty était paraît-il un prêtre catholique. Les I.W.W. ont essaimé au Canada, aux îles Hawaï, à Panama, puis en Australie. Au congrès de Chicago de 1908, le préambule fut modifié dans un sens *apolitique*. Or c'est à ce moment que des liens sont établis avec la C.G.T. française par l'intermédiaire de William Dudley Haywood (1869-1928) qui se rend à Paris et en rapporte la doctrine de la grève générale et des minorités agissantes. De nouveau à Paris à la fin de 1910, « Big Bill » Haywood affirme alors l'identité du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme industriel. A la conférence du Secrétariat international du Travail de 1911, à Budapest, Jouhaux et Yvetot, représentant la C.G.T., se sont en vain efforcés de faire admettre les I.W.W. en concurrence avec l'A.F.L. La ligue syndicaliste de l'Amérique du Nord groupait aussi beaucoup d'anarchistes, elle était également influencée par la C.G.T. Mais, condamnant le pluralisme syndical, elle demeurait dans l'A.F.L. Émile Pouget semble avoir eu une grande influence. Ses œuvres, éditées en France ou traduites, sont plus nombreuses aux catalogues de la Bibliothèque du Congrès ou du Bristish Museum qu'à celui de la Bibliothèque nationale. *Le Sabotage,* traduit par Artur M. Gio-

vannitti, servit de pièce à conviction au procès de Chicago d'avril 1918 où furent poursuivis et condamnés cent douze dirigeants des I.W.W. « Le document le plus nuisible fut probablement une brochure sur le sabotage par Pouquet (*sic*), un écrivain français. Bien qu'elle n'ait pas été traduite et publiée par les I.W.W.[1], elle était néanmoins largement répandue dans nos organisations et syndicats. » (G. Hardy, *Those stormy years*, Londres, 1956, in-8°, p. 93.) Les I.W.W. (*One big Union of all workers*) ont survécu dans le monde américain et anglo-saxon au moins jusqu'à la seconde guerre mondiale. Ils connurent alors des luttes d'influences entre anarchistes et communistes.

En Grande-Bretagne, dans les ports, en Écosse, en Irlande, il y eut aussi un mouvement en marge des Trade-Unions, mais non dissident, c'est la ligue syndicaliste qui édita *The Syndicalist* et fut animée par Guy Bowmann, Ben Tillet et Tom Mann, qui à son retour d'Amérique et d'Australie alla souvent en France et collaborait à *La Vie ouvrière*. On y trouve les influences conjuguées des I.W.W. et de la C.G.T., mais aussi celle des sectes religieuses ouvrières où le socialisme anglais a toujours largement puisé dans ses phases révolutionnaires.

Le syndicalisme révolutionnaire ne fut donc pas étroitement français ou même latin et s'adapta aux diverses traditions nationales, mais il est une autre façon d'envisager son rayonnement ; bien que fortement ouvriériste il a influencé en France même des milieux étrangers à la classe ouvrière, nous avons parlé des intellectuels, des instituteurs, du syndicalisme des fonctionnaires. Parfois les militants ouvriers furent réticents dans leur accueil, par méfiance. Cependant on peut noter qu'Yvetot le plus ouvriériste des militants de premier plan, très hostile aux intellectuels, favorisa l'entrée des instituteurs à la C.G.T.

---

1. Ce qui est inexact : le traducteur A. Giovannitti était l'un des dirigeants des I.W.W. Il mena notamment la grande grève victorieuse du textile à Lawrence (Massach.) de janvier à mars 1912.

3. Le syndicalisme et les paysans

Un autre milieu social qui fut touché par la propagande fut celui des paysans. Dès 1902 en réunissant son congrès national à Montpellier, en plein Midi viticole, la C.G.T. renaissante affirmait sa volonté de déborder les limites du prolétariat industriel pour coordonner l'action de toutes les classes exploitées. Avant 1914, le syndicalisme n'a vraiment obtenu de résultats à cet égard qu'auprès des vignerons de Champagne et du Midi, des gemmiers des Landes, des journaliers et saisonniers de l'Ile-de-France et des métayers du Bourbonnais, ceux-ci étant les seuls paysans *stricto sensu*. Ces métayers particulièrement victimes des grands propriétaires et de leurs intendants — dits fermiers généraux — ont eu la chance d'intéresser l'essayiste Daniel Halévy (*Visite aux paysans du Centre*) et des écrivains de talent : Jules Renard, Charles-Louis Philippe, Marguerite Audoux, auxquels s'incorpora Émile Guillaumin, écrivain-paysan, directeur du *Travailleur de la Terre*, auteur du roman autobiographique, *La Vie d'un simple*.

Tous les syndicalistes révolutionnaires ne furent pas des Sorel, des Guillaumin, des Thierry, mais on peut écrire que le mouvement ouvrier révolutionnaire a créé des hommes attachants qui eurent une morale sévère et une culture ouverte dont témoignent leurs ouvrages d'imagination : *Comment nous ferons la Révolution* de Pataud et Pouget, ou leurs *Mémoires*, celles de Péricat ou de Monmousseau par exemple. L'exemple de ces deux derniers, devenus communistes, nous permet de conclure que c'est l'attrait du bolchevisme qui entraîna la disparition du syndicalisme révolutionnaire. Il était adapté à des conditions politiques, économiques et sociales remontant loin dans l'histoire, dont la transformation fatale s'est trouvée brusquement accélérée par la guerre et la Révolution d'Octobre.

L'expérience du socialisme parlementaire, issu du radicalisme, lui-même issu du libéralisme, conduisait les dirigeants ouvriers sinon à rompre entièrement, du moins à prendre

leurs distances avec le socialisme politique fût-il révolutionnaire, mais sociologiquement mêlé et pratiquement dirigé par des intellectuels ou des hommes socialement étrangers, dès l'origine ou du fait des circonstances, à la classe ouvrière. Ils pensaient qu'au moment où se poserait pour elle le problème de la révolution, la classe ouvrière serait spontanément révolutionnaire par la grève générale. Le démenti brutal que l'événement leur a infligé les a désarmés, puis dispersés. Le plus grand nombre a cessé d'être révolutionnaire, la minorité qui l'est restée voyait succéder, avec Lénine, la révolution triomphante aux révolutions écrasées. La dispersion fut facilitée parce que de plus il n'y avait jamais eu un syndicalisme révolutionnaire monolithique. Albert Thierry était aussi patriote, aussi ennemi de la violence physique que Keufer, classé comme réformiste. Georges Sorel exaltait la violence, mais redoutait le désordre, condamnait le sabotage. Yvetot, lui, était tout proche des illégalistes. Si l'on ne constatait pas depuis peu l'essaimage en province de la Chevalerie du Travail on pourrait croire que le syndicalisme révolutionnaire fut uniquement parisien. Sous ce nom, à Chartres on trouve des réformistes et à Saint-Étienne des anarchistes. On peut supposer en tout cas que dans de nombreuses villes de province les militants syndicalistes révolutionnaires étaient des syndiqués soit socialistes, soit anarchistes. C'est par cette dernière réflexion sur la diversité des tendances que nous terminerons : il existe *des* syndicalistes révolutionnaires ; on ne peut pas réduire leurs idées et leurs méthodes à *un* syndicalisme révolutionnaire.

Héritier d'un grand passé, le mouvement syndical par ses idéologies, révolutionnaires ou non, et par ses pratiques, réformistes ou non, témoignait dans les premières années du XXe siècle d'une grande vitalité, mais il appartient maintenant sous ces formes au passé des civilisations industrielles. Toutefois les profonds courants de violence et de révolte qui commencent à ébranler les sociétés de consommation pourrait peut-être favoriser occasionnellement sa résurgence. Dans toutes les situations révolutionnaires, on a

en effet vu refaire surface des idéologies et des modes d'action dont on aurait pu penser qu'ils avaient disparu pour toujours.

Depuis que ces pages furent écrites pendant l'hiver 1967-68, des événements, qui donnent à quelques textes réunis dans ce livre une étrange actualité, se sont produits en France et en Europe. La similitude apparente entre certaines pratiques et doctrines du printemps 1968 et celles du syndicalisme révolutionnaire a déjà donné lieu, presque sur le moment, à une courte mais pénétrante analyse de J. Julliard[1]. Contentons-nous d'y ajouter deux hypothèses et deux remarques. La première hypothèse est que les formes violentes et libertaires des luttes ouvrières considérées, à la légère, comme archaïques surgissent en réalité presque chaque fois que la révolution industrielle, devenue permanente, subit une brusque accélération. C'est alors en effet qu'apparaît aux yeux des hommes de tempéraments révolutionnaires l'enracinement structurel du communisme officiel, héritier du socialisme dogmatique. Nous supposons que la révolte de la jeunesse met brutalement en cause un certain équilibre où se sont douillettement installés ceux qui, en attendant eschatologiquement le « Grand Soir », perçoivent les bénéfices immédiats d'une opposition courtoise et formelle. Cette sclérose interdit de faire face aux conséquences politiques des transformations brutales de la société. La seconde hypothèse découle de la première. La meilleure adaptation du syndicalisme révolutionnaire ou de la révolution de mai 1968 au désarroi des groupes sociaux sacrifiés à la technologie (jeunes ouvriers, étudiants) provient de leur souplesse, de leur richesse, c'est-à-dire d'un pluralisme de méthodes et de tendances dont le prisme s'étend de la non-violence révolutionnaire de type tolstoïen à la brutalité dévastatrice et

1. « Étudiants et syndicalisme révolutionnaire », *Esprit*, juin-juillet 1968, pp. 1037-1045.

nihiliste[1]. La cohésion relative se fait alors dans le mouvement, qui s'oppose au parti monolithique. Nous pensons être ici dans la ligne de Simiand, d'une part en insistant sur la dégénérescence théorique de partis et de syndicats représentatifs, rassurants pour les classes dirigeantes, mais sans lesquels il est vrai la classe ouvrière n'aurait pas conquis son niveau de vie, et en soulignant d'autre part l'impuissance pratique de la révolution étudiante comme de la première C.G.T. La question fondamentale est alors celle-ci : l'alternance de la fécondité idéologique et de l'action est-elle seulement liée à celle des phases d'expansion et de dépression économique, ou dépend-elle aussi des progrès techniques ?

Notre première remarque est que les étudiants ont beaucoup mieux réussi à franchir l'obstacle psychologique de l'ouvriérisme en 1968 qu'en 1936 ; à cette époque, en effet, les contacts entre grévistes et intellectuels révolutionnaires furent nuls. C'est qu'en mai 1968 les étudiants ont toujours prétendu vouloir être à la remorque de la classe ouvrière, tandis qu'en 1936 les groupuscules révolutionnaires entendaient, dans la tradition du XIX^e^ siècle, être des guides.

Enfin la dernière constatation est que ressemblance n'est pas filiation. Les fondateurs de la C.G.T., Sorel, Merrheim, sont inconnus des jeunes révolutionnaires, et plus ignoré peut-être encore est Georges Bataille, qui, en 1935-1936, prêchait dans le désert les vérités que les foules d'aujourd'hui croient découvrir[2]. D'autres qui à la même époque avaient beaucoup moins de clairvoyance passent pour des précurseurs parce que leur large audience d'écrivain leur assure une postérité et une survivance littéraire.

---

1. A notre avis, en effet, nous l'avons montré plus haut, la non-violence peut être une forme de l'action directe, donc de la violence au sens (équivoque) sorélien.

2. Une seule citation de lui, à notre connaissance, insignifiante, dans *le Pavé*, n° 1 (et unique).